

- réseau de distribution sanitaire
- appareils sanitaires & accessoires
- robinets & vannes sanitaires
- chauffage installations individuelles
- remplacement de la chaudière du chauffage central
- ventilation (système C/D)
- techniques électro (entièrement nouvelles ou mise à niveau)
- électromécanique ascenseurs

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2021 portant octroi d'une subvention d'investissement aux administrations locales pour la réalisation de logements d'urgence.  
Bruxelles, le 17 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,  
M. DIEPENDAELE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/40056]

**13 JANVIER 2022. — Décret abrogeant les articles 79/1 à 79/26 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et insérant des dispositions au sein du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatives aux inscriptions en première année de l'enseignement secondaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire en ce qui concerne les inscriptions en première année de l'enseignement secondaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre VII du titre VII du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire créé par le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, il est inséré une section I intitulée «Dispositions générales» comportant les articles existants 1.7.7-1 à 1.7.7-4 du même code.

**Art. 2.** Dans l'article 1.7.7-4, § 2, du même code, les mots «Sans préjudice de l'article 79/24 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre» sont remplacés par les mots «Sans préjudice de l'article 1.7.7-31».

**Art. 3.** Dans le chapitre VII du titre VII du livre 1<sup>er</sup> du même code, après l'article 1.7.7-4, il est inséré une section II intitulée «Dispositions spécifiques à l'inscription en première année de l'enseignement secondaire ordinaire».

**Art. 4.** Dans la section II insérée par l'article 3, il est inséré une sous-section 1 intitulée «Définitions et généralités».

**Art. 5.** Dans la sous-section 1, insérée par l'article 4, il est inséré un article 1.7.7.-5 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-5. – § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente section II, on entend par:

1° Administration: le ou les services désignés et organisés par le Gouvernement pour mener à bien les missions dévolues à l'Administration par la présente section;

2° CoGI: Commission de Gouvernance des Inscriptions, visée à l'article 1.7.7- 8;

3° Directeur de l'école fondamentale ou primaire: le directeur de l'école fondamentale ou primaire ou son délégué pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur de l'école fondamentale ou primaire ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française;

4° Directeur de l'école secondaire: le directeur de l'école au sein de laquelle est organisé la première année de l'enseignement secondaire ou son délégué pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur de l'école au sein de laquelle est organisé la première année de l'enseignement secondaire ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française;

5° Élève ISEF: élève provenant d'une des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire à indice socio-économique faible dans la mesure où, dans le classement des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire dressé par l'Administration en application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, elles sont les moins favorisées et scolarisent ensemble 40 % des élèves;

6° Élève non ISEF: élève qui ne répond pas aux conditions pour être qualifié d'élève ISEF;

7° ILI: Instance Locale des Inscriptions, visée à l'article 1.7.7-10;

8° Indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève: indice socio-économique, attribué au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire au cours de laquelle son formulaire unique d'inscription est déposé, au secteur statistique du domicile de l'élève selon les modalités fixées à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'indice socio-économique est calculé individuellement pour chaque élève par l'Administration sur la base des critères visés à l'article 3, alinéa 2 du décret du 30 avril 2009 précité, au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire au cours de laquelle son formulaire unique d'inscription est déposé et selon les variables et modalités de calcul définies par le Gouvernement;

9° Parents: toute personne investie de l'autorité parentale, selon les principes définis aux articles 371 à 387<sup>ter</sup> de l'ancien Code civil, ou qui assume la garde en droit ou en fait de l'élève mineur, la garde en fait n'étant prise en considération que si la preuve est rapportée que, au dernier jour ouvrable de la période d'inscription, l'élève mineur réside avec la ou les personnes qui en assument la garde en fait depuis au moins un an;

10° Première année de l'enseignement secondaire: la première année de l'enseignement secondaire visé à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;

11° Places et classes déclarées: places et classes déclarées par le directeur de toute école en application de l'article 1.7.7-14, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°;

12° Places restées disponibles: la différence entre 102% des places déclarées et les places confirmées par le directeur au terme de la période d'inscription visée à l'article 1.7.7-18;

13°: Numéro FASE: le numéro administratif qui désigne chaque école et implantation;

14° Réseau: réseau d'enseignement regroupant des écoles suivant la classification fixée au § 2.

§ 2. Font respectivement partie du même réseau pour l'application des dispositions de la présente section II:

- les écoles organisées par la Communauté française ou par Wallonie Bruxelles Enseignement;
- les écoles officielles, sauf celles organisées par la Communauté française ou par Wallonie Bruxelles Enseignement;
- les écoles libres confessionnelles ou de caractère confessionnel dont le projet éducatif et pédagogique est construit en référence à la même religion reconnue;
- les écoles libres non confessionnelles ou de caractère non confessionnel.».

§ 3. Pour l'application des dispositions de la présente section II, le résultat obtenu par l'application des différents pourcentages qui y sont prévus est arrondi à l'unité inférieure lorsque la 1<sup>ère</sup> décimale est inférieure à 5 et à l'unité supérieure lorsque la 1<sup>ère</sup> décimale est supérieure ou égale à 5.

**Art. 6.** Dans la même sous-section 1, il est inséré un article 1.7.7.-6 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-6. – Chaque année, les demandes d'inscription en première année de l'enseignement secondaire ordinaire sont introduites et classées selon les modalités décrites dans la présente section II.».

**Art. 7.** Dans la même sous-section 1, il est inséré un article 1.7.7.-7 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-7. – La CoGI est garante du respect des dispositions de la présente section II. L'Administration est chargée d'en assurer le contrôle.

A cette fin, elle peut notamment requérir d'initiative ou à la demande de la CoGI que soit rapportée la preuve de toute situation invoquée par les directeurs d'écoles fondamentales et primaires ou secondaires, les parents ou les élèves majeurs, de nature à influencer le classement des demandes d'inscription, sans préjudice des dispositions de la présente section II qui déterminent expressément la manière dont une preuve est rapportée.».

**Art. 8.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 2 intitulée «De la Commission de Gouvernance des inscriptions».

**Art. 9.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 8, il est inséré un article 1.7.7.-8 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-8. - § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission de Gouvernance des inscriptions, en abrégé la «CoGI», composée des personnes suivantes:

- 1° le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ou son représentant, qui préside;
- 2° deux représentants par fédération de pouvoirs organisateurs reconnue conformément au présent Code et deux représentants pour Wallonie-Bruxelles Enseignement, dans l'exercice de sa mission générale de représentation telle qu'elle lui est également reconnue par le présent Code;
- 3° un représentant par commission zonale des inscriptions visée à l'article 1.7.9-9, alinéa 2, et par commission décentralisée des inscriptions visée à l'article 1.7.9-10, § 2, alinéa 2;
- 4° deux représentants par organisation représentative des parents et association de parents d'élèves reconnue comme représentative;
- 5° deux membres de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française, dont le Directeur général ou son représentant;
- 6° le Délégué coordonnateur du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, créé par le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, ou son représentant;
- 7° le Délégué Général aux droits de l'enfant institué par le décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, ou son représentant;
- 8° un membre de l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication, en abrégé ETNIC, visée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française;
- 9° deux représentants de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif dont un représentant du Service général de l'Analyse et de la Prospective;
- 10° un représentant du Ministre-Président et un représentant du Ministre ayant les Bâtiments scolaires dans ses attributions;
- 11° les directeurs de zone du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, créé par le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, en leur qualité de présidents de l'ILI dont ils relèvent.

§ 2. Le siège de la CoGI est situé à l'Administration, qui en assure la logistique et le secrétariat.

Pour mener à bien, dans les meilleurs délais, les opérations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la sous-section 9, la CoGI requiert les ressources des commissions zonales et décentralisées des inscriptions.

§ 3. La CoGI se réunit en présentiel ou non, sur convocation de son Président, chaque fois que l'exercice de ses missions l'exige ou à la demande d'un de ses membres.

Elle prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, elle statue à la majorité simple des membres présents visés au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>.

La CoGI exerce ses missions de manière impartiale. Ses membres qui sont par ailleurs agents administratifs ne peuvent faire l'objet d'une évaluation ou d'une procédure disciplinaire sur la base des motifs des décisions adoptées dans le cadre des tâches exercées en leur qualité de membre de la CoGI.

Le Gouvernement arrête les règles de fonctionnement complémentaires de la CoGI.»

**Art. 10.** Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 1.7.7-9 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-9. - § 1<sup>er</sup>. La CoGI a pour missions:

1<sup>o</sup> de garantir la transparence et l'exacte application du système de classement des demandes d'inscription et d'attribution des places disponibles en application de la présente section II;

2<sup>o</sup> avec l'appui logistique de l'Administration, d'attribuer les places restées disponibles dans les écoles complètes et dans les écoles incomplètes, conformément aux dispositions de la sous-section 9, et de veiller, lorsque la nature des demandes d'inscription restant pendantes le permet, à ce que soit atteint dans les écoles secondaires le pourcentage d'élèves ISEF et non ISEF visé à l'article 1.7.7-27, alinéa 3;

3<sup>o</sup> avec l'appui logistique de l'Administration, de gérer les listes d'attente conformément aux dispositions de la sous-section 9;

4<sup>o</sup> d'augmenter si nécessaire le nombre d'élèves par classe par voie d'injonction conformément à l'article 1.7.7-30;

5<sup>o</sup> de donner son avis à la Commission de pilotage sur les plans d'action des ILI, ainsi que sur les évaluations, avis et propositions formulés par ces ILI en application de l'article 1.7.7-11, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>. Elle peut également donner un avis d'initiative concernant la présente section II;

6<sup>o</sup> de rendre un rapport annuel au Gouvernement et à la Commission de Pilotage, rapport que le Gouvernement transmet au Parlement et dont il assure la publicité active, notamment en le publiant sur le site internet de l'administration dans les 20 jours ouvrables scolaires suivant sa réception.

§ 2. Le rapport annuel visé au § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> comprend en tout cas:

1<sup>o</sup> une analyse détaillée du processus de l'année scolaire écoulée, notamment au regard de la sous-section 9 de la présente section;

2<sup>o</sup> une partie relative aux avis adoptés pendant l'année scolaire écoulée;

3<sup>o</sup> une partie résumant la teneur des évaluations, avis et propositions formulés par les ILI en application de l'article 1.7.7-11, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et que la CoGI estime pertinents;

4<sup>o</sup> une partie résumant l'ensemble des décisions rendues sur les demandes introduites conformément à la sous-section 11, selon les types de demandes de façon anonymisée.

Le rapport peut éventuellement contenir des recommandations de la CoGI.»

**Art. 11.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 3 intitulée «Des Instances Locales des Inscriptions».

**Art. 12.** Dans la sous-section 3 insérée par l'article 11, il est inséré un article 1.7.7-10 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-10. - § 1<sup>er</sup>. Il est créé, par zone, une Instance Locale des Inscriptions, en abrégé «ILI».

Chaque ILI comprend un Bureau, composé des personnes suivantes:

1<sup>o</sup> le directeur de zone désigné pour cette zone en vertu du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectif ou son représentant, qui préside l'ILI;

2<sup>o</sup> un représentant par fédération de pouvoirs organisateurs reconnue conformément au présent Code et un représentant pour Wallonie-Bruxelles Enseignement, dans l'exercice de sa mission générale de représentation telle qu'elle lui est également reconnue par le présent Code. Ils pourront s'y faire représenter par leur représentant dans la commission zonale des inscriptions de la zone concernée visée à l'article 1.7.9-9, alinéa 2, ou la commission décentralisée des inscriptions couvrant la zone concernée visée à l'article 1.7.9-10, § 2, alinéa 2;

3<sup>o</sup> un représentant par organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves reconnues comme représentatives.

Chaque ILI comprend une Assemblée, composée d'une part des membres du Bureau visé à l'alinéa 2 et d'autre part d'au moins quatre et au maximum dix représentants exerçant une activité bénévole ou professionnelle au sein du territoire de la zone, dans au moins trois des secteurs suivants, et ayant manifesté le souhait d'y siéger à la suite d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* par le Gouvernement:

1<sup>o</sup> la lutte contre la pauvreté;

2<sup>o</sup> l'aide à la jeunesse;

3<sup>o</sup> l'accueil des élèves durant leur temps libre;

4<sup>o</sup> les centres de jeunes et les organisations de jeunesse;

5<sup>o</sup> la diversité culturelle;

6<sup>o</sup> l'éducation permanente.

Au terme de l'appel public, les représentants sont désignés par le Gouvernement après comparaison des titres et mérites des candidats. Les candidats doivent justifier, selon les modalités énoncées dans l'appel à candidatures, de la catégorie visée à l'alinéa précédent pour laquelle ils postulent ainsi que de leur compétence ou expérience professionnelle et leur motivation à siéger au sein de l'Assemblée de l'ILI.

S'il y a lieu de départager les éventuels candidats exerçant une activité bénévole ou professionnelle dans le cas où le nombre de candidats serait supérieur à dix, ou les candidats issus d'un même secteur, le Gouvernement motive son choix au terme d'une comparaison des titres et mérites ou, à titre et mérites égaux, par tirage au sort.

Les représentants des secteurs visés à l'alinéa 3 ne sont désignés que s'ils exercent leur activité bénévole ou professionnelle:

1<sup>o</sup> au sein d'un centre public d'action sociale ou d'une personne morale reconnue ou subventionnée en vertu du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>;

2° au sein d'une personne morale reconnue ou subventionnée en vertu du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ou du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 2°;

3° auprès d'un opérateur d'accueil au sens du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 3°;

4° au sein d'une personne morale agréée, reconnue ou subventionnée en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ou du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 4°;

5° au sein d'une personne morale labellisée ou subventionnée en vertu du décret du 8 mars 2018 relatif à la promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 5°;

6° au sein d'une association reconnue en vertu du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'Éducation permanente dans le champ de la vie associative, pour le secteur visé à l'alinéa 3, 6°.

Chaque ILI convie, à titre d'expert, toute personne qu'elle juge utile.

§2. Chaque ILI peut décider de créer au sein de sa zone plusieurs comités territoriaux chargés de lui apporter une aide à la décision concernant tout ou partie de ses missions à une échelle locale réduite. Ces comités territoriaux sont composés du Bureau de l'ILI, de représentants des secteurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3. En fonction des thématiques à aborder, des comités territoriaux peuvent aussi être composés de représentants d'écoles éventuellement situées sur leur ressort. Si la thématique concerne une seule école, seule celle-ci pourra être invitée. Si la thématique concerne une problématique plus large, l'ILI veille à assurer une représentation proportionnée de ces écoles au regard du classement des implantations de l'enseignement secondaire établi en application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, en invitant à minima l'école ou une des écoles ayant le classement le plus faible.

§ 3. Le siège de chaque ILI est situé dans les locaux où son président assume par ailleurs ses fonctions de directeur de zone. L'Administration assure la logistique et le secrétariat de chaque ILI.

Le secrétariat de chaque ILI coordonne, sous la supervision du président, la désignation par le Gouvernement des représentants visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

§ 4. Le Bureau de chaque ILI se réunit en présentiel ou non, sur convocation de son Président, chaque fois que l'exercice de ses missions l'exige ou à la demande d'au moins un de ses membres.

L'Assemblée de chaque ILI se réunit, en présentiel ou non, au moins quatre fois par an, sur convocation du Bureau ou à la demande d'au moins un de ses membres.

Le Bureau et l'Assemblée de l'ILI prennent chacun leurs décisions au consensus et, à défaut, à la majorité simple des membres qui les composent.

Les avis sur les demandes fondées sur des cas exceptionnels ou de force majeure, visés à l'article 1.7.7-11, 5°, sont donnés par l'Assemblée de l'ILI.

Chaque ILI exerce ses missions de manière impartiale. Ses membres qui sont par ailleurs agents administratifs ne peuvent faire l'objet d'une évaluation ou d'une procédure disciplinaire sur la base des motifs des décisions adoptées dans le cadre des tâches exercées en leur qualité de membre d'une ILI.

Le Gouvernement définit les modalités complémentaires régissant la composition et le fonctionnement des ILI, en ce compris le découpage en comités territoriaux et les attributions respectives du Bureau et de l'Assemblée.».

**Art. 13.** Dans la même sous-section 3, il est inséré un article 1.7.7-11 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-11. – Chaque ILI a pour missions:

1° de définir annuellement un plan d'action spécifique à la zone pour laquelle elle est compétente, relatif à l'amélioration de l'information à diffuser concernant les dispositions spécifiques à l'inscription en première année de l'enseignement secondaire et aux autres actions pouvant contribuer à rencontrer l'objectif de mixité sociale au sein des écoles et à tenir compte de la diversité des publics à toucher. Le plan d'action est transmis à la CoGI pour fonder l'avis de celle-ci à la Commission de Pilotage;

2° de fournir un soutien individualisé aux élèves et à leurs parents qui le demandent, lorsque ceux-ci souhaitent désigner dans leur formulaire unique d'inscription une école secondaire située dans la zone pour laquelle elle est compétente, afin qu'ils le fassent en connaissance des règles applicables en vertu des dispositions de la présente section II;

3° d'évaluer annuellement l'impact de l'application des dispositions spécifiques à l'inscription en première année de l'enseignement secondaire en ce qui concerne la zone pour laquelle elle est compétente et de transmettre à la CoGI cette évaluation et son avis quant aux éventuelles améliorations à apporter au système d'attribution des places restées disponibles pour les années scolaires suivantes;

4° de proposer à la CoGI des pistes d'adaptation de la présente section II en tenant compte des spécificités locales de la zone pour laquelle elle est compétente;

5° de remettre un avis à la CoGI sur les demandes fondées sur des cas exceptionnels ou de force majeure qui concernent des écoles de leur zone et qui sont visées à la sous-section 11, conformément à l'article 1.7.7-37, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

6° de fournir un accompagnement aux écoles dont le nombre de formulaires uniques d'inscription déposés n'excède pas 25% des places déclarées au dernier jour scolaire ouvrable du mois de janvier.».

**Art. 14.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 4 intitulée «Des écoles secondaires complètes et incomplètes».

**Art. 15.** Dans la sous-section 4 insérée par l'article 14, il est inséré un article 1.7.7-12 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-12. - § 1<sup>er</sup>. Pour les inscriptions en première année de l'enseignement secondaire, on distingue les écoles secondaires complètes et les écoles secondaires incomplètes.

Sont considérées comme complètes pour les inscriptions en première année de l'année scolaire pour laquelle lesdites inscriptions sont demandées, les écoles secondaires qui, à la fin de la période d'inscription, ont reçu un nombre de formulaires uniques d'inscription supérieur à 102 % du nombre de places déclarées.

A la fin de la période d'inscription, sont considérées comme incomplètes pour les inscriptions en première année de l'enseignement secondaire de l'année scolaire concernée, les écoles secondaires autres que celles visées à l'alinéa 2.

§ 2. Avant la période d'inscription, sont présumées incomplètes pour les inscriptions en première année de l'enseignement secondaire de l'année scolaire pour laquelle lesdites inscriptions sont demandées les écoles secondaires qui répondent aux conditions cumulatives suivantes:

1° elles ont été incomplètes au sens de l'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup>, les trois années scolaires précédant celle pour laquelle les inscriptions sont demandées;

2° le nombre de demandes d'inscription enregistrées durant chaque période d'inscription des trois années scolaires précédant celle pour laquelle les inscriptions sont demandées a été à chaque fois inférieur à 100% des places déclarées;

3° elles n'ont pas déclaré un nombre de places inférieur à celui de l'une des trois années scolaires précédant celle pour laquelle les inscriptions sont demandées.

§ 3. Chaque année, la CoGI dresse la liste des écoles qui remplissent les conditions visées au § 2, 1° et 2°, au plus tard le premier jour ouvrable scolaire de décembre.

La CoGI identifie ensuite les écoles présumées incomplètes qui sont manifestement susceptibles de recevoir un nombre de formulaires uniques d'inscription significativement supérieur au nombre de places correspondant à celui déterminé au sens de l'alinéa 2 à l'issue de la prochaine période d'inscription, en tenant compte de paramètres objectifs tels que, notamment, l'évolution démographique de la zone, les chiffres de population scolaire, ou encore la situation des inscriptions pour les années antérieures.

Les écoles ainsi identifiées en sont informées par voie électronique au plus tard le premier jour ouvrable scolaire du mois de janvier qui suit.

§ 4. La présomption visée au § 2 et les conséquences qui y sont attachées dans la présente section II ne sont pas applicables:

1° aux écoles secondaires dont la création a été autorisée dans les trois années scolaires précédant celle pour laquelle les inscriptions sont demandées, ou pour lesquelles, lors de l'année scolaire pour laquelle les inscriptions demandées, n'est pas échue la durée fixée par le Gouvernement pour le processus de création visé à l'article 6, § 2, alinéa 15, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° aux écoles présumées incomplètes qui sur la base de l'avis non contraignant de la CoGI visé au § 3, alinéa 3, optent pour le processus prévu par la présente section II pour les écoles qui ne sont pas présumées incomplètes, et qui en informent l'Administration conformément à l'article 1.7.7-14, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>».

**Art. 16.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 5 intitulée «Des préalables à la période d'inscription et du Formulaire Unique d'Inscription».

**Art. 17.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 16, il est inséré un article 1.7.7-13 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-13. – § 1<sup>er</sup>. Afin que les élèves et leurs parents puissent compléter le formulaire unique d'inscription en connaissance de cause, puis se déterminer quant aux décisions à prendre après la période d'inscription et jusqu'à la rentrée scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, l'Administration met à leur disposition un site internet mis à jour autant que nécessaire, et qui contient les informations, données et outils déterminés par le Gouvernement.

Doivent en tout cas être disponibles sur le site internet visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>:

1° la procédure d'inscription telle qu'elle résulte des dispositions de la présente section II;

2° un simulateur de calcul de l'indice composite;

3° un exemple de formulaire unique d'inscription commenté;

4° un formulaire de demande de formulaire unique d'inscription pour les cas visés à l'article 1.7.7-16, § 4;

5° un formulaire de procuration pour les cas visés à l'article 1.7.7-18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>;

6° un moteur de recherche des écoles secondaires organisées ou subventionnées disponibles en vue de l'année scolaire à venir;

7° un outil permettant aux parents et élèves qui le souhaitent de suivre l'évolution de la situation d'inscription de l'élève.

§ 2. Le moteur de recherche visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°, comprend au moins les fonctionnalités suivantes:

1° la possibilité de procéder à une recherche directe par école secondaire;

2° la possibilité de procéder à la recherche des écoles secondaires du réseau de son choix à proximité de l'adresse de son choix, dans des rayons allant au moins jusqu'à 25km;

3° la possibilité de visualiser les écoles secondaires visées au 1° et au 2° sur un plan;

4° la possibilité de consulter une fiche de renseignements par école secondaire identifiée dans la recherche.

§ 3. La fiche de renseignements visée au § 2, 4°, contient en tout cas les informations suivantes:

1° l'adresse de l'école secondaire et son site internet, le cas échéant;

2° son numéro FASE et son numéro d'implantation;

3° lorsque l'école secondaire a été recherchée à partir de l'adresse de son choix, la distance par rapport à celle-ci;

4° le réseau auquel l'école secondaire appartient;

5° l'information suivant laquelle l'école secondaire est une école complète ou incomplète sur au moins les cinq dernières années scolaires;

6° tout élément ayant trait à l'école secondaire et qui est susceptible d'influencer les priorités ou l'indice composite de l'élève s'il désigne cette école dans son formulaire unique d'inscription.».

**Art. 18.** Dans la même sous-section 5, il est inséré un article 1.7.7-14 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-14. - § 1<sup>er</sup>. Le directeur de toute école secondaire communique chaque année à l'Administration, par voie électronique et au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire du mois de janvier:

1° le nombre d'élèves que l'école pourra accueillir l'année scolaire suivante en première année de l'enseignement secondaire, compte tenu des places éventuellement réservées à des élèves fréquentant la 1<sup>ère</sup> année différenciée dans l'école secondaire et susceptibles de s'inscrire en 1<sup>ère</sup> année commune;

2° le nombre de classes de première année que l'école secondaire pourra organiser l'année scolaire suivante;

3° le cas échéant, le nombre de classes d'immersion de première année qu'elle organisera en application de l'article 1.8.3-1 du Code, ainsi que le nombre d'élèves que ces classes pourront accueillir l'année scolaire suivante;

4° le cas échéant, en application de l'article 1.7.7-12, § 4, 2°, si l'école secondaire ne souhaite pas se voir appliquer la présomption d'école incomplète visée à l'article 1.7.7-12, § 2.

§ 2. Le directeur de l'école secondaire peut augmenter les nombres communiqués en application du paragraphe 1<sup>er</sup> à partir du jour fixé en application de l'article 1.7.7-18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, après en avoir informé l'Administration.

Dès le lendemain du jour fixé en application de l'article 1.7.7-28, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et jusqu'au plus tard le sixième jour ouvrable scolaire de l'année scolaire, le directeur de l'école secondaire ne peut plus augmenter le nombre d'élèves visés au §1, 1° que de maximum 2 %, arrondi à l'unité supérieure, du nombre de places déclarées à cette date.»

**Art. 19.** Dans la même sous-section 5, il est inséré un article 1.7.7-15 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-15. - Dès le premier jour ouvrable du mois d'octobre de l'année qui précède l'année scolaire pour laquelle l'inscription est demandée, le directeur de toute école secondaire remet à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur, qui en font la demande, les documents visés à l'article 1.7.7-1, alinéa 1<sup>er</sup>.

Par le dépôt d'une demande d'inscription conformément aux dispositions de la présente section II, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur sont réputés avoir pris connaissance des projets éducatif, pédagogique et d'école, du règlement des études et du règlement d'ordre intérieur de l'école ou des écoles secondaires identifiées dans la demande. Conformément à l'article 1.7.7-1, c'est par l'inscription formelle que les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'école, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.

La présentation des projets et règlements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut faire l'objet d'un entretien ou d'une séance d'information collective, avec le directeur de l'école secondaire, entretien qui peut, le cas échéant, être organisé à un moment antérieur à la période d'inscription.

L'entretien ou la séance d'information collective visés à l'alinéa 3 ne peut ni être un préalable obligatoire au dépôt d'une demande d'inscription, ni constituer l'occasion de dissuader volontairement l'élève ou ses parents de déposer une telle demande d'inscription auprès de l'école secondaire.»

**Art. 20.** Dans la même sous-section 5, il est inséré un article 1.7.7-16 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-16. - § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'inscription en première année de l'enseignement secondaire est introduite par le biais d'un formulaire unique d'inscription.

§ 2. Ce formulaire est complété d'abord par l'Administration pour chaque élève inscrit en 6<sup>ème</sup> année primaire de l'enseignement ordinaire. Ainsi complété, il comporte le nom, le premier prénom, la date de naissance, le domicile de l'élève, un code indiquant que l'élève est ou non considéré comme ISEF, et enfin un numéro propre à chaque élève. Elle y ajoute, si elle dispose de l'information, la date d'inscription dans l'école et la langue d'immersion lorsque l'élève bénéficie d'un apprentissage en immersion.

Ce formulaire est ensuite transmis au directeur ou au pouvoir organisateur de l'école primaire ou fondamentale de l'élève.

L'école primaire ou fondamentale transmet à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur, en mains propres ou par voie postale, si la remise en mains propres se révèle particulièrement difficile, dans les meilleurs délais et en tout cas dix jours scolaires ouvrables avant le début de la période d'inscription, le formulaire complété le cas échéant de la date d'inscription dans l'école et de la langue d'immersion lorsque l'élève bénéficie d'un apprentissage en immersion.

Que les documents soient remis en mains propres ou transmis par voie postale, une forme d'accusé de réception est prévue.

Concomitamment, l'école remet un document d'information réalisé par l'Administration et destiné à fournir toutes les informations utiles relatives au processus d'inscription et à la façon dont le formulaire unique d'inscription doit être rempli.

§ 3. Dans l'enseignement spécialisé, sur proposition du conseil de classe, le directeur de toute école fondamentale ou primaire communique à l'Administration, pour le 1<sup>er</sup> décembre au plus tard, la liste des élèves susceptibles d'introduire une demande d'inscription en première année de l'enseignement secondaire en vue de l'année scolaire suivante.

§ 4. Pour les élèves scolarisés en première année différenciée de l'enseignement secondaire pour lesquels un changement d'école est envisagé en cas de réussite du CEB, pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile visé dans le présent Code, de même que pour tout enfant pour lequel aucun formulaire unique d'inscription n'a été émis, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur, peuvent en demander un conformément à l'alinéa 2.

L'école scolarisant des élèves en première année différenciée remet à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur y inscrits, en mains propres ou par voie postale, si la remise en mains propres se révèle particulièrement difficile, dans les meilleurs délais et en tout cas dix jours scolaires ouvrables avant le début de la période d'inscription, un document d'information réalisé par l'Administration et destiné à fournir toutes les informations utiles relatives au processus d'inscription et à la façon dont le formulaire unique d'inscription doit être rempli.

En cas de perte du formulaire unique d'inscription ou s'il n'a pas été reçu, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur obtiennent, selon le cas, un duplicata ou un original de ce formulaire auprès de l'Administration ou de l'école secondaire correspondant à leur 1<sup>ère</sup> préférence.

Lorsqu'elle délivre un formulaire original, l'école secondaire communique à l'Administration le nom de l'élève en précisant son premier prénom et son domicile.»

**Art. 21.** Dans la même sous-section 5, il est inséré un article 1.7.7.-17 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-17. - § 1<sup>er</sup>. L'élève majeur ou les parents de l'élève mineur complètent le formulaire unique d'inscription des éléments suivants: le nom de l'école secondaire définie librement comme étant celle qui correspond à leur 1<sup>ère</sup> préférence, tous les renseignements nécessaires à l'inscription et au classement des élèves entre eux et notamment le domicile qu'ils voudraient voir pris en considération dans la détermination des distances nécessaires au calcul de l'indice composite visé à l'article 1.7.7-23, en lieu et place de celui indiqué dans le formulaire par l'Administration.

Le domicile visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est le domicile de l'élève ou d'un des deux parents, sauf lorsqu'un tiers exerce l'autorité parentale. Dans ce dernier cas, c'est son domicile qui est indiqué.

Pour l'application de l'article 1.7.7-24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, le domicile visé à l'alinéa 2 peut, en outre, être selon le cas, celui de l'élève, d'un de ses deux parents ou du tiers exerçant l'autorité parentale au moment de l'inscription dans l'école primaire d'origine.

§ 2. Sauf s'il dépose son formulaire dans une école présumée incomplète, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur complètent également un volet du formulaire unique d'inscription, distinct et confidentiel, reprenant, dans l'ordre décroissant de leurs préférences, outre le nom de l'école secondaire correspondant à leur 1<sup>ère</sup> préférence, un maximum de neuf autres écoles secondaires où ils souhaiteraient voir accepter leur demande d'inscription au cas où leur demande ne pourrait pas être satisfaite dans l'école correspondant à leur 1<sup>ère</sup> préférence.».

**Art. 22.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 6 intitulée «De la période d'inscription».

**Art. 23.** Dans la sous-section 6 insérée par l'article 22, il est inséré un article 1.7.7.-18 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-18. - § 1<sup>er</sup>. Dès le deuxième lundi ouvrable scolaire de février précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le directeur de l'école secondaire ouvre une phase d'enregistrement des demandes d'inscription, autrement appelée «période d'inscription», d'une durée de trois semaines sans compter le congé de détente.

Cette période d'inscription est commune aux élèves prioritaires visés à la sous-section 10 et aux élèves non prioritaires.

Après la période d'inscription visée à l'alinéa précédent, aucune autre demande d'inscription ne peut être actée avant le dernier lundi ouvrable scolaire du mois d'avril précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée.

Sauf désistement préalable, aucune inscription en ordre utile ne peut être enregistrée pour un élève déjà en ordre utile dans une autre école secondaire.

§ 2. Le formulaire unique d'inscription, complété en application de l'article 1.7.7-17, est déposé par l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur dans l'école secondaire qui correspond à leur 1<sup>ère</sup> préférence. En cas d'empêchement, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur peuvent, par écrit, mandater une tierce personne pour introduire le formulaire unique d'inscription auprès de l'école secondaire en son nom, pour autant que la personne mandatée ne soit pas membre du personnel de l'école secondaire concernée par l'inscription. Le cas échéant, cette procuration peut concerner simultanément plusieurs élèves si ceux-ci sont frère(s), sœur(s) ou résident sous le même toit.

En cas de dépôt, pour un même élève, d'un formulaire unique d'inscription dans plusieurs écoles, l'ensemble de ses demandes d'inscription déposées pendant la période d'inscription sont annulées par la CoGI qui en informe immédiatement les écoles concernées, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur.

§ 3. Au moment de la réception du formulaire unique d'inscription dûment complété par l'élève majeur ou par les parents de l'élève mineur, l'école secondaire remet à ceux-ci un accusé de réception qui mentionne la date du jour et les données prises en considération pour le classement de la demande d'inscription de l'élève.

Cette date n'est prise en compte que pour attester du dépôt de la demande d'inscription pendant la période d'inscription, sans pouvoir servir pour le surplus au classement de la demande d'inscription.

S'il s'agit d'une école secondaire présumée incomplète au sens de l'article 1.7.7-12, § 2, l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par une attestation confirmant que l'école secondaire est présumée incomplète et que, conformément à l'article 1.7.7-20, alinéa 1<sup>er</sup>, l'élève peut être considéré comme inscrit en ordre utile.».

**Art. 24.** Dans la même sous-section 6, il est inséré un article 1.7.7-19 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-19. - Sans préjudice du respect des formalités prévues à l'article 1.7.7-16, toute demande d'inscription en première année de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre électronique mis à disposition des écoles par l'Administration. Y sont mentionnés le nom de l'élève, son numéro de formulaire unique d'inscription, sa date de naissance, son domicile, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus de la demande d'inscription.

La date de la demande d'inscription visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est la date mentionnée sur l'accusé de réception visée à l'article 1.7.7-18, § 3.».

**Art. 25.** Dans la même sous-section 6, il est inséré un article 1.7.7-20 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-20. - Dans toute école secondaire présumée incomplète au sens de l'article 1.7.7-12, § 2, le directeur de l'école secondaire procède définitivement à l'inscription en ordre utile de l'ensemble des élèves pour lesquels un formulaire unique d'inscription a été déposé pendant la période d'inscription, même si leur nombre excède 102% des places déclarées, et sans procéder à un quelconque classement des demandes d'inscription entre elles.

Dans toute école secondaire incomplète à la fin de la période d'inscription au sens de l'article 1.7.7-12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le directeur de l'école secondaire inscrit en ordre utile tous les élèves pour lesquels le formulaire unique d'inscription y a été déposé.

Dès l'inscription en ordre utile visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'école secondaire adresse à l'Administration son registre des inscriptions, lequel précise le nombre de places restées disponibles, le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint ou le nombre d'élèves non ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 10,2 % d'élèves non ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint.».

**Art. 26.** Dans la même sous-section 6, il est inséré un article 1.7.7-21 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-21. - Dans toute école secondaire complète au sens de l'article 1.7.7-12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est procédé au classement des demandes d'inscription et à l'attribution des places disponibles conformément aux dispositions des sous-sections 7 à 10.».

**Art. 27.** Dans la même sous-section 6, il est inséré un article 1.7.7.-22 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-22. – Des demandes d’inscription peuvent être introduites après la période d’inscription visée à l’article 1.7.7-18, à partir du dernier lundi ouvrable scolaire du mois d’avril précédant l’année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée ou du premier jour ouvrable scolaire qui suit. Dans ces cas, la date de la demande d’inscription est la date de leur enregistrement dans le registre électronique visé à l’article 1.7.7-19, alinéa 1<sup>er</sup>. L’heure de l’enregistrement de la demande d’inscription est également précisée, à la minute près.

Ces demandes, introduites au moyen du même formulaire unique d’inscription que celles introduites pendant la période d’inscription, ou d’un duplicata de ce formulaire, sont actées dans l’ordre chronologique et sont classées dans ce même ordre chronologique, à la minute près, à la suite de l’ensemble des demandes enregistrées pendant la période d’inscription, sans devoir être classées en outre conformément aux dispositions des sous-sections 7 à 10.»

**Art. 28.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 7 intitulée «De l’indice composite».

**Art. 29.** Dans la sous-section 7, insérée par l’article 28, il est inséré un article 1.7.7.-23 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-23. – §1<sup>er</sup>. Un élève se voit attribuer un indice composite en lien avec chaque école secondaire renseignée dans son formulaire unique d’inscription si celle-ci s’avère complète.

En vue de l’attribution des places déclarées dans une école secondaire, sauf si celle-ci s’avère incomplète, auquel cas s’applique l’article 1.7.7-20, tous les élèves pour lesquels un formulaire unique d’inscription a été déposé pendant la période d’inscription sont classés dans l’ordre décroissant, en fonction de leur indice composite.

§ 2. Pour le calcul des distances nécessaires à la détermination de l’indice composite, est assimilée à:

1° une école fondamentale ou primaire, toute implantation au sens de l’article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° et 10°, de l’arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l’enseignement maternel et primaire;

2° une école secondaire, toute implantation située dans un bâtiment ou un ensemble de bâtiments, ayant une autre adresse que le siège administratif d’une école secondaire et où cette école organise un premier degré commun et pour autant que l’adresse de l’implantation et celle du siège soit distante de plus de 2 km. Si ce n’est pas le cas, c’est l’adresse du siège administratif qui est prise en compte;

3° une école fondamentale ou primaire spécialisée, toute implantation au sens de l’article 4, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 3 mars 2004 organisant l’enseignement spécialisé.

Pour chaque distance visée à l’alinéa 1<sup>er</sup>, il faut entendre la distance la plus courte, soit la distance à vol d’oiseau.

À partir des inscriptions en vue de l’année scolaire 2026-2027, le Gouvernement détermine les modalités de calcul des distances visées à l’alinéa 1<sup>er</sup> pouvant tenir compte des différents modes de transport, sur la base d’une étude de faisabilité prenant en compte les différentes modalités de transport et l’accessibilité des données liées aux opérateurs de transports qui pourraient être concernés.»

**Art. 30.** Dans la même sous-section 7, il est inséré un article 1.7.7.-24 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-24 – § 1<sup>er</sup>. Chaque indice composite visé à l’article 1.7.7-23, § 1<sup>er</sup>, est déterminé en attribuant à l’élève une valeur «1». Elle est multipliée conformément au présent paragraphe autant de fois que nécessaire par des facteurs attachés à des critères pondérés, de manière telle que, pour chacune des écoles renseignées dans son formulaire unique d’inscription, un indice composite puisse être attribué à chaque élève, si cette école est complète.

Les seuls critères qui interviennent et leurs pondérations possibles pour l’application de l’alinéa 1<sup>er</sup> sont les suivants:

1° la valeur «1» visée à l’alinéa 1<sup>er</sup> est d’abord multipliée par un facteur variant dégressivement de 1,5 à 1,1 par pas de «- 0,1» de la 1ère à, s’il échet, la 5ème préférence renseignée dans le formulaire unique d’inscription.

2° l’école primaire ou fondamentale d’origine est au moment de l’inscription en première année de l’enseignement secondaire, parmi celles du réseau auquel appartient l’école primaire ou fondamentale d’origine, une des cinq plus proches du domicile de l’élève ou d’un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de la 1re plus proche à la 5e plus proche. Ces valeurs sont: 1,3, pour la 1re plus proche, 1,24 pour la 2e plus proche, 1,18 pour la 3e plus proche, 1,12 pour la 4e plus proche, 1,06 pour la 5e plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées.

Pour l’application de l’alinéa précédent, sont seules prises en considération les écoles primaires ou fondamentales qui existaient déjà au moment de l’inscription dans l’école primaire ou fondamentale d’origine. On entend par moment de l’inscription dans l’enseignement primaire le jour de la rentrée scolaire lorsque cette inscription a été enregistrée durant une année scolaire antérieure à cette inscription et le jour de cet enregistrement quand l’inscription a été demandée pour l’année scolaire en cours.

3° l’école secondaire choisie est, parmi celles du réseau auquel elle appartient, une des cinq plus proches du domicile de l’élève ou de celui d’un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de l’école la 1ère plus proche à la 5ème plus proche. Ces valeurs sont: 1,98 pour la 1ère plus proche, 1,79 pour la 2ème plus proche, 1,59 pour la 3ème plus proche, 1,39 pour la 4ème plus proche, 1,19 pour la 5ème plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées.

4° l’école secondaire choisie se situe dans un rayon de 4 km de l’école primaire ou fondamentale d’origine. La valeur minimale 1 est attribuée lorsque le critère n’est pas rencontré ou lorsque ce critère est rencontré et que, d’une part, l’école primaire ou fondamentale d’origine est, au moment de l’inscription en 1ère commune, parmi celles du réseau auquel appartient l’école primaire ou fondamentale d’origine, la plus proche du domicile de l’élève ou d’un des deux parents, et que d’autre part l’école secondaire choisie, qui est également le plus proche, au sens du 1°. Dans les autres cas où ce critère est rencontré:

a) la valeur minimale 1 est augmentée de 0,054; 0,108; 0,162, 0,216 ou de 0,27 selon que l’école primaire ou fondamentale d’origine est, au moment de l’inscription en 1ère commune, parmi celles du réseau auquel appartient l’école primaire ou fondamentale d’origine, la 2ème plus proche, la 3ème plus proche, la 4ème plus proche, la 5ème plus proche, ou est plus éloignée que la 5ème plus proche;

b) la valeur obtenue au point a) est augmentée de 0,054; 0,108; 0,162; 0,216 ou de 0,27 selon que l’école secondaire choisie est, parmi celles du réseau auquel elle appartient, la 2ème plus proche, la 3ème plus proche, la 4ème plus proche, la 5ème plus proche, ou est plus éloignée que la 5ème plus proche.



5° L'école primaire ou fondamentale d'origine est une des écoles primaires dont le projet d'école prévoit au moins cinq actions prioritaires de partenariat pédagogique avec l'école secondaire reprenant dans son propre projet d'école ces mêmes actions visant en tous cas à favoriser la transition entre le primaire et le secondaire, l'intégration au sein du 1<sup>er</sup> degré et la lutte contre le décrochage. Parmi ces cinq actions, quatre au moins sont reprises parmi les suivantes:

- la réalisation d'activités en commun pour les élèves et/ou les équipes éducatives;
- l'échange de documents pédagogiques et d'informations;
- des périodes de concertation entre les équipes éducatives;
- des réunions de parents communes;
- des formations d'enseignants en commun;
- des visites d'élèves du primaire dans le secondaire;
- la présence ponctuelle d'enseignants d'un niveau dans l'autre.

La collaboration envisagée fait l'objet d'une convention de partenariat et les écoles partenaires font un rapport de leurs activités de partenariat qu'elles tiennent à disposition de l'inspection.

Ce critère interviendra pour autant qu'au moins trois écoles primaires soient concernées dont au moins une est considérée comme moins favorisée au sens de l'article 1.7.7.-5, 3°. Par dérogation, pour les zones où les élèves ISEF ne peuvent être issus que de moins de 15 % des écoles ou implantations fondamentales ou primaires de la zone une des écoles fondamentales concernées au moins a un indice socioéconomique moyen inférieur de 0,6 point à celui de l'école secondaire.

Ce critère vaut 1,51 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré.

Ce critère vaut également 1,51 si l'école fondamentale ou primaire d'origine est une école qui a une convention de partenariat avec une autre école secondaire que celle dans laquelle il souhaite s'inscrire, pour autant d'une part, que l'école secondaire choisi ait conclu une convention de partenariat avec d'autres écoles primaires ou fondamentales que celle d'origine et d'autre part, qu'au moins une des deux conditions suivantes soit remplie:

- a) l'école fondamentale ou primaire d'origine est la première plus proche du domicile au sens du 1°;
- b) l'élève était inscrit dans l'école primaire d'origine avant la date de conclusion de la convention de partenariat par cette école.

6° L'école fondamentale ou primaire d'origine est une école qui n'a pas de convention de partenariat. Ce critère bénéficie de la même pondération que le critère visé au point 5° et ne s'applique qu'à l'égard d'écoles secondaires concernées par des partenariats pédagogiques.

7° L'école secondaire offre la possibilité de poursuivre en immersion dans la même langue à des élèves qui ont bénéficié de cet apprentissage depuis la 3<sup>ème</sup> primaire au moins. Ce critère vaut 1,18 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré.

8° L'élève se définit selon l'ISE de l'école primaire ou fondamentale d'origine. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive en fonction de l'ISE de l'école d'origine, classée de classe 1 à la classe 20.

Ces valeurs sont 1,100 pour la classe un, 1,095, pour la deuxième, 1,089 pour la troisième, 1,084 pour la quatrième, 1,079 pour la cinquième, 1,074 pour la sixième, 1,068 pour la septième, 1,063 pour la huitième, 1,058 pour la neuvième, 1,053 pour la dixième, 1,048 pour onzième, 1,042 pour la douzième, 1,037 pour la treizième, 1,032 pour la quatorzième, 1,027 pour la quinzième, 1,022 pour la seizième, 1,016 pour la dix-septième, 1,011 pour la dix-huitième, 1,006 pour la dix-neuvième, 1 pour la vingtième.

9° L'élève dont l'école primaire ou fondamentale d'origine relève de l'enseignement spécialisé, ce critère est égal à 1,100.

§ 2. Lorsque par manque de données, il n'est pas possible de déterminer la valeur de l'indice composite d'un élève pour le classement de sa demande d'inscription dans l'école secondaire correspondant à sa 1<sup>ère</sup> préférence, il lui est attribué un indice composite dont la valeur est la moyenne des indices composites des élèves qui ont déposé leur formulaire unique d'inscription auprès de l'école concerné et pour lesquels cette valeur est connue.

En cas de classement dans une école désignée dans le volet confidentiel du formulaire unique d'inscription visé à l'article 1.7.7.-17, § 2, la CoGI lui attribue un indice composite dont la valeur est la moyenne des indices composites des élèves qu'elle classe et pour lesquels cette valeur est connue.

§ 3. Lorsque l'école primaire ou fondamentale d'origine relève de l'enseignement spécialisé, sont seules prises en compte pour la détermination de la valeur du critère visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, les écoles fondamentales ou primaires spécialisées, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale d'origine, organisant un enseignement du même type au sens de l'article 1.2.1-9, § 2.

Lorsque l'école primaire ou fondamentale d'origine relève de l'enseignement ordinaire, sont seules prises en compte pour la détermination de la valeur du critère visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, les écoles fondamentales ou primaires, au sens de l'article 1.7.7.-5, § 2, 1°, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale ordinaire d'origine.

§ 4. Le critère visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°, ainsi que sa pondération, bénéficient également aux écoles qui se trouvent dans une commune où le choix des parents entre écoles secondaires organisées ou subventionnées par la Communauté française de caractères différents ne peut s'exercer par défaut de telles écoles dans la commune.

Le bénéfice décrit à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est applicable que pour autant que les écoles concernées soient situées dans une zone dans laquelle le nombre de communes offrant ce choix est inférieur à 80% du nombre total de communes que comprend la zone.

Les critères visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5° et 6°, ne sont pas cumulables.».

**Art. 31.** Dans la même sous-section 7, il est inséré un article 1.7.7.-25 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7.-25. – Lorsque, pour l'attribution des places disponibles, plusieurs élèves ont le même indice composite, ils sont classés dans l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. Lorsqu'il est impossible de déterminer l'indice socio-économique du quartier d'origine d'un élève, l'Administration lui attribue l'indice socio-économique moyen du quartier d'origine des élèves ayant le même indice composite.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent maintient un (des) ensemble(s) d'ex-aequo(s) dont le nombre est supérieur à trois, ils sont d'abord départagés au sein de chacun de ces ensembles dans l'ordre décroissant de la pondération obtenue par application de l'article 1.7.7.-24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°. Si l'application de cette modalité de

départage conduit encore à un (des) ensemble(s) d'ex-aequo(s) dont le nombre est supérieur à trois, ils sont départagés au sein de chaque ensemble dans l'ordre croissant de la distance de l'école secondaire au domicile de l'élève ou d'un des deux parents.».

**Art. 32.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 8 intitulée «De l'attribution des places par le directeur de l'école secondaire».

**Art. 33.** Dans la sous-section 8, insérée par l'article 32, il est inséré un article 1.7.7.-26 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-26. – Dans toute école secondaire considérée comme complète en application de l'article 1.7.7-12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le directeur de l'école secondaire attribue lui-même 80 % des places déclarées, selon la méthode définie dans la présente sous-section, et réserve l'attribution des places restées disponibles à la CoGI.

Dès la fin de la période d'inscription, l'école visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> adresse à la CoGI, son registre des demandes d'inscription et précise le nombre de places restées disponibles, le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint ou le nombre d'élèves non ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 10,2 % d'élèves non ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint.

Le directeur de l'école secondaire lui adresse également le volet confidentiel du formulaire unique d'inscription des élèves qui ont introduit une demande d'inscription pendant la période d'inscription.».

**Art. 34.** Dans la même sous-section 8, il est inséré un article 1.7.7.-27 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-27. – Le directeur de l'école secondaire attribue les places qu'il lui revient d'attribuer selon le cas en vertu de l'article 1.7.7-20 si l'école est incomplète ou de l'article 1.7.7-21 si l'école est complète comme indiqué ci-dessous:

1° en premier lieu, il attribue jusqu'à 49,4% des places déclarées aux élèves prioritaires visé à la sous-section 10, dans l'ordre des priorités, tel que prévu à l'article 1.7.7-33 et, au sein de chaque priorité, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine;

2° en deuxième lieu, il attribue jusqu'à 20,4% des places déclarées, à des élèves ISEF dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. Si le pourcentage précité d'élèves ISEF est atteint, il attribue jusqu'à 10,2 % des places déclarées, à des élèves non ISEF dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine;

3° en troisième lieu, il attribue le solde des 80 %, pour les écoles complètes, ou le solde des 102 %, pour les écoles incomplètes, des places déclarées aux élèves prioritaires restants qui n'auraient pas obtenu de place en application du point 1°, ceci dans l'ordre des priorités et, au sein de chaque priorité, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine;

4° enfin, il attribue, selon le cas, le solde des 80 %, pour les écoles complètes, ou des 102 %, pour les écoles incomplètes, des places déclarées, aux élèves non prioritaires, ISEF ou non, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine.

Les élèves dont la demande d'inscription est satisfaite en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont inscrits en ordre utile.

Dans le rôle qui est le sien en vertu de l'article 1.7.7-9, § 1<sup>er</sup>, 2°, la CoGI veille à ce que le pourcentage d'élèves ISEF et non ISEF visé au point 2°, soit atteint.».

**Art. 35.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 9 intitulée «De l'attribution des places par la CoGI et de la constitution des listes d'attente».

**Art. 36.** Dans la sous-section 9 insérée par l'article 35, il est inséré un article 1.7.7.-28 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-28. – § 1<sup>er</sup>. La CoGI dispose des places restées disponibles dans les écoles incomplètes et dans les écoles complètes, toutes zones confondues.

Pour chaque école secondaire dont elle gère l'attribution de places, la CoGI dresse la liste des candidats à ces places, à savoir les élèves dont la 1<sup>ère</sup> préférence n'a pas encore pu être satisfaite dans cette école, auxquels s'ajoutent, après dépouillement des volets confidentiels des formulaires uniques d'inscription, les élèves dont la 1<sup>ère</sup> préférence n'a pas encore pu être satisfaite ailleurs et pour lesquels cette école constituait une des autres préférences exprimées dans le volet confidentiel de leur formulaire.

Pour chacune de ces écoles, la CoGI procède au classement des élèves encore en demande d'inscription, dans l'ordre décroissant de leur indice composite calculé conformément à l'article 1.7.7-24, et éventuellement départagés conformément à l'article 1.7.7-25.

§ 2. La CoGI attribue d'abord les places dont elle dispose de la manière suivante:

1° dans les écoles secondaires qui ont déclaré un nombre d'élèves ISEF manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint, elle commence par attribuer ces places, dans l'ordre de leur classement, à des élèves ISEF pour lesquels cette école correspond à la 2<sup>ème</sup> préférence. S'il n'y en a pas suffisamment, le pourcentage d'élèves ISEF est réputé définitivement atteint;

2° dans les écoles secondaires qui ont déclaré un nombre d'élèves non ISEF manquant pour que le pourcentage de 10,2 % d'élèves non ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint, elle attribue ces places, dans l'ordre de leur classement, à des élèves non ISEF pour lesquels cette école correspond à la 2<sup>ème</sup> préférence. S'il n'y en a pas suffisamment, le pourcentage d'élèves non ISEF est réputé définitivement atteint;

3° ensuite, dans les écoles secondaires qui n'ont pas pu satisfaire les demandes d'inscription d'élèves prioritaires déposées auprès d'eux, elle attribue à ces derniers des places dans l'ordre des priorités, tel que déterminé à l'article 1.7.7-33, et au sein de chaque priorité, dans l'ordre de leur classement.

§ 3. Pour les places restantes après application du § 2, la CoGI procède à l'optimisation des préférences de l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, de ses parents, selon la méthode visant à rapprocher chaque élève de sa meilleure préférence possible, sans jamais pouvoir lui imposer une place dans l'école secondaire correspondant à une préférence inférieure à celle résultant de son classement dans les différentes écoles secondaires visées dans le volet confidentiel de son formulaire unique d'inscription.

La méthode visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> implique:

1° dans un premier temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription ne correspondant pas à la 1ère préférence indiquée dans le volet confidentiel du formulaire unique d'inscription de l'élève et de ne les réintroduire à leurs différentes places dans le classement des différentes écoles secondaires que si cette 1ère préférence n'a pas pu être satisfaite;

2° dans un deuxième temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription dont l'ordre de préférence est supérieur à deux et de ne les réintroduire dans leurs différentes places dans les différentes écoles secondaires que si ces 1ère ou 2ème préférences n'ont pas pu être satisfaites;

3° dans un Nième temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription dont l'ordre de préférence est supérieur à N et de ne les réintroduire à leurs places dans les différentes écoles secondaires que si aucune de ces préférences supérieures à la Nième préférence n'a pu être satisfaite;

4° et ainsi de suite jusqu'à la phase de suspension provisoire de toutes les demandes correspondant à la 10ème préférence et à leur réintroduction définitive dans les places qu'ils occupaient si aucune de leur préférence supérieure à la 9ème préférence n'a pu être satisfaite.

§ 4. Pour l'application du présent article, un élève inscrit en ordre utile dans une école secondaire est maintenu, jusqu'au lundi qui précède la rentrée scolaire, en liste d'attente dans toute école secondaire correspondant mieux à ses préférences que celle où il est en ordre utile.

Les écoles dans lesquelles une demande d'inscription a été actée après la période d'inscription sont réputées moins correspondre à ses préférences que celles désignées durant cette période.».

**Art. 37.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 1.7.7.-29 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-29. – § 1<sup>er</sup>. A l'issue de son travail d'optimisation, la CoGI transmet, à chaque école secondaire son registre des demandes d'inscription complété en y distinguant les élèves inscrits en ordre utile des élèves éventuellement en liste d'attente. Pour chaque élève visé à l'article 1.7.7-28, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la CoGI lui adresse à lui ou à ses parents s'il est mineur, un courrier lui précisant l'école où il est inscrit en ordre utile ou sa situation en liste d'attente dans les écoles concernées.

L'élève majeur ou les parents de l'élève mineur disposent, s'ils n'ont pas obtenu une place en ordre utile dans l'école correspondant à leur 1ère préférence, d'un délai de 10 jours ouvrables scolaires de la notification du courrier visé à l'alinéa précédent pour confirmer ou infirmer les demandes d'inscription introduites conformément à l'article 1.7.7-17. A défaut de réponse dans ce délai, ils sont réputés confirmer ces demandes d'inscription.

§ 2. Sauf demande expresse contraire adressée à la CoGI, les demandes d'inscription des élèves qui n'ont pas obtenu le certificat d'études de base sont supprimées dès que la décision de refus d'octroi de ce certificat est définitive.

§ 3. A partir du troisième jour ouvrable scolaire de l'année scolaire, l'inscription d'un élève en ordre utile, survenue avant le jour de la rentrée scolaire, est supprimée et son désistement est enregistré, si celui-ci ne s'est pas présenté dans l'école et si ni lui-même s'il est majeur, ni ses parents s'il est mineur, n'ont pu justifier le caractère régulier de l'absence, aux conditions prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1<sup>er</sup>, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Si l'inscription en ordre utile visée à l'alinéa qui précède intervient à partir du jour de la rentrée scolaire en vertu de l'optimisation des préférences ou de l'évolution des listes d'attente, que l'élève auquel une place a été proposée est absent depuis 3 jours ouvrables scolaires à compter de la rentrée scolaire effective dans l'école ou de la notification aux parents ou à l'élève s'il est majeur de l'information selon laquelle une place lui a été attribuée, et que ni lui-même s'il est majeur, ni ses parents s'il est mineur, n'ont pu justifier le caractère régulier de son absence aux conditions prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1<sup>er</sup>, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'école enregistre son désistement et en informe électroniquement la CoGI.».

**Art. 38.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 1.7.7.-30 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-30. – Le nombre d'élèves visés à l'article 1.7.7-14, § 1<sup>er</sup>, 1°, ne peut être dépassé que d'une unité par classe déclarée en application de l'article 1.7.7-14, § 1<sup>er</sup>, 2°, et § 2, uniquement pour:

1° répondre à une injonction de la CoGI, notamment en vue de résoudre des cas exceptionnels ou de force majeure, auquel cas l'injonction est subordonnée au respect préalable de la procédure fixée à la sous-section 11;

2° inscrire en première année un élève qui s'inscrit dans l'internat de l'école secondaire concernée ou dans un internat associé à l'école par une convention;

3° permettre l'inscription d'un membre supplémentaire de la fratrie, au sens visé à l'article 1.7.7-33, § 1<sup>er</sup>, 1°, lorsqu'un autre membre s'est vu attribuer une place disponible;

4° permettre l'inscription d'élèves classés ex-aequo dans l'ordre de classement des élèves, lorsqu'un des élèves classés ex-aequo s'est vu attribuer la dernière place disponible.

En cas de concours au sein d'une école secondaire résultant du cumul de l'une ou l'autre des situations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, la CoGI, par voie de décision spécialement motivée, résout le concours, au besoin en formulant une nouvelle injonction impliquant une nouvelle augmentation adéquate et raisonnable du nombre d'unités par classes déclarées au sein de cette école secondaire.

Sans préjudice de l'alinéa 2, la CoGI peut, par voie de décision exceptionnelle et spécialement motivée, faire usage de son pouvoir d'injonction à l'échelle de l'ensemble des écoles secondaires d'une ou plusieurs zones, sans être liée par le seuil d'une unité par classe déclarée visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Lorsqu'il fait application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 4°, le directeur de l'école secondaire en informe immédiatement la CoGI.».

**Art. 39.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 1.7.7.-31 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-31. – § 1<sup>er</sup>. Le directeur de l'école secondaire informe l'élève majeur ou ses parents s'il est mineur de l'inscription de l'intéressé ou du fait que son inscription est refusée pour le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée. Dans ce dernier cas, le directeur de l'école secondaire communique également la position que l'élève occupe dans sa liste d'attente.

§ 2. Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée, dès qu'une place redevient disponible au sein de l'école, elle est proposée dans l'ordre de la liste d'attente visée au § 1<sup>er</sup> jusqu'à épuisement de celle-ci. La proposition émane de la CoGI pour les élèves qu'elle a placés en liste d'attente en application de l'article 1.7.7-28, §§ 2 et 3, et de l'école secondaire pour les élèves que cette dernière a placés en liste d'attente en application de l'article 1.7.7-22.

Pour permettre à la CoGI d'agir conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'école informe immédiatement la CoGI de tout désistement.

Pour l'application du présent article, aucune place n'est réputée redevenir disponible tant que le nombre d'élèves inscrits en ordre utile n'est pas inférieur à 100 % des places déclarées, hormis les élèves ajoutés sur injonction de la CoGI en application de l'article 1.7.7-30.

§ 3. Le directeur de l'école secondaire remet à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur une attestation d'inscription ou de refus d'inscription contenant notamment les éléments suivants:

- 1° l'identification et les coordonnées de l'école secondaire, de son pouvoir organisateur et de son directeur;
- 2° l'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant, de ses parents;
- 3° le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'école;
- 4° le nombre de places attribuées à l'issue de la période d'inscription;

5° le fait que l'inscription est soit acceptée, soit refusée, pour le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée, le cas échéant, la position que l'élève occupe sur la liste d'attente et l'indication des services de l'administration où l'élève et ses parents peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans une école de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire;

6° la date à laquelle l'attestation d'inscription est signifiée et remise, la signature du directeur de l'école secondaire et la signature de l'élève majeur ou des parents de l'élève mineur.»

**Art. 40.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 1.7.7.-32 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-32. – A partir du prochain jour ouvrable scolaire suivant celui fixé en application de l'article 1.7.7-28, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, tout passage d'une demande d'inscription en ordre utile entraîne la suppression, par la CoGI, des inscriptions en liste d'attente dans d'autres écoles, en ce compris lorsque l'inscription en liste d'attente résulte d'une demande d'inscription actée après la période d'inscription conformément à l'article 1.7.7-22.»

**Art. 41.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 10 intitulée «Des élèves prioritaires».

**Art. 42.** Dans la sous-section 10, insérée par l'article 41, il est inséré un article 1.7.7.-33 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-33. - § 1<sup>er</sup>. En vue de l'attribution des places déclarées dans une école secondaire, sont considérés comme prioritaires, dans l'ordre repris ci-dessous, les élèves:

1° dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur ou majeur vivant effectivement et durablement avec lui en raison d'une adoption, d'une recomposition familiale ou de toute autre modification de la situation parentale, fréquente déjà l'école secondaire;

2° qui sont issus:

a) d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés soit par le juge, soit par le conseiller ou le directeur d'aide à la jeunesse;

b) d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

3° qui sont ou pourront être en situation d'intégration permanente totale, au sens du chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé au sein du pôle territorial dont l'école secondaire visée par la demande d'inscription, est coopérante, tel que défini à l'article 6.2.2-1;

4° qui, même sans avoir été régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé organisé par le décret du 3 mars 2004, éprouvent, au moment d'introduire ou de voir introduire par leurs parents une demande d'inscription, des besoins spécifiques fondés sur un handicap avéré et connu du pôle territorial dont ressort l'école primaire ou fondamentale d'origine;

5° qui fréquentent un internat relevant du même pouvoir organisateur que l'école ou avec lequel celui-ci entretient une collaboration;

6° dont au moins l'un des parents exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'école secondaire.

§ 2. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 1°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant que soit remis au directeur de l'école secondaire, au plus tard le dernier jour ouvrable de la période d'inscription, l'un des documents suivants:

1° la déclaration sur l'honneur que l'élève à inscrire a au moins un parent commun avec le mineur ou le majeur qui fréquente déjà l'école secondaire;

2° la preuve que, au dernier jour ouvrable de la période d'inscription, l'élève à inscrire réside depuis au moins un an avec le mineur ou le majeur qui fréquente déjà l'école secondaire;

3° la preuve que, au dernier jour ouvrable de la période d'inscription, l'un des parents de l'élève à inscrire a recomposé une famille avec l'un des parents du mineur ou du majeur qui fréquente déjà l'école secondaire, soit par mariage, soit par cohabitation légale, soit par domiciliation depuis au moins un an.

§ 3. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 2°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant qu'une copie de l'attestation visée à l'article 29, § 2, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, ou toute preuve jugée équivalente, soit remise au directeur de l'école secondaire au plus tard le dernier jour ouvrable de la période d'inscription.

§ 4. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 3°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant que la proposition d'intégration au sein du pôle territorial compétent, visée à l'article 134 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ait fait l'objet de l'acceptation visée à l'article 135 du même décret, au plus tard le dernier jour ouvrable de la période d'inscription;

§ 5. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 4°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant qu'elles soient fondées sur un projet d'intégration accepté par le directeur de l'école secondaire, en concertation avec l'équipe éducative, et ce, au plus tard le dernier jour ouvrable de la période d'inscription.

Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, un projet d'intégration est un protocole reprenant:

- 1<sup>o</sup> l'accord du directeur de l'école secondaire;
- 2<sup>o</sup> l'accord des parents ou de l'élève lui-même s'il est majeur;
- 3<sup>o</sup> l'énumération des équipements spécifiques permettant à l'élève de poursuivre sa scolarité;
- 4<sup>o</sup> les partenaires éventuels chargés de l'accompagnement de l'élève et autorisés à intervenir dans l'école;
- 5<sup>o</sup> les éventuelles dispositions spécifiques établies entre l'école et les parents ou l'élève lui-même s'il est majeur.
- 6<sup>o</sup> l'accord du coordonnateur du pôle territorial compétent.».

**Art. 43.** Dans la même sous-section 10, il est inséré un article 1.7.7.-34 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-34. - Quelle que soit la priorité qu'un candidat à l'inscription peut faire valoir en application de l'article 1.7.7-33, elle ne vaut que dans l'école où l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur déposent leur formulaire unique d'inscription.».

**Art. 44.** Dans la même section II, il est inséré une sous-section 11 intitulée «Des cas exceptionnels ou de force majeure».

**Art. 45.** Dans la sous-section 11, insérée par l'article 44, il est inséré un article 1.7.7.-35 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-35. Des cas exceptionnels ou de force majeure au sens de la présente sous-section peuvent donner lieu, selon l'appréciation de la CoGI quant à la manière la plus adéquate de résoudre les cas individuels qui lui sont soumis, au classement ou au reclassement plus favorable de la demande d'inscription de l'élève dans la ou les écoles qu'il vise.

En cas de classement ou de reclassement en ordre utile, lorsque l'ouverture de places supplémentaires par voie d'injonction au sens de l'article 1.7.7- 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, n'est plus possible au sein de l'école secondaire concernée, la CoGI peut orienter l'élève concerné vers les écoles secondaires mentionnées sur son volet confidentiel, le cas échéant moyennant classement ou reclassement en ordre utile et, si possible, par voie d'injonction au sens de l'article 1.7.7- 30.

Si les options visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont impossibles, la CoGI peut encore orienter l'élève concerné vers des écoles secondaires qui n'ont pas été indiquées dans le formulaire unique d'inscription, pour autant qu'au moins une école ainsi proposée soit située à distance raisonnable du domicile indiqué dans le formulaire unique d'inscription ou du domicile actuel de l'élève, et appartienne au même réseau que l'une des écoles secondaires visées.

L'orientation vers d'autres écoles secondaires en application des alinéas 2 et 3 n'emporte pas l'obligation pour l'élève concerné d'y être inscrit.».

**Art. 46.** Dans la même sous-section 11, il est inséré un article 1.7.7.-36 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-36. - Lorsque l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur estiment relever d'un cas exceptionnel ou de force majeure nécessitant selon eux l'examen ou le réexamen de la demande d'inscription de l'élève dans les écoles secondaires mentionnées ou qui auraient été mentionnées dans son formulaire unique d'inscription si cela avait été possible, ils peuvent adresser une demande motivée à la CoGI.

La demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite par envoi recommandé ou par courrier électronique auprès de la CoGI, qui en accuse réception.

A peine d'irrecevabilité, la demande contient l'exposé des motifs justifiant le cas exceptionnel ou de force majeure au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup> et est introduite dans les 10 jours ouvrables scolaires suivant la notification du classement de l'élève après application du § 2 de l'article 1.7.7-28.

Dans l'hypothèse où un cas exceptionnel ou de force majeure nouveau surviendrait après le délai de 10 jours ouvrables scolaires prévu à l'alinéa précédent, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur peuvent adresser une demande motivée à la CoGI, suivant les mêmes formes que celles prévues à l'alinéa 2 et au plus tard le lundi de la semaine qui précède le jour de la rentrée scolaire.».

**Art. 47.** Dans la même sous-section 11, il est inséré un article 1.7.7.-37 rédigé comme suit:

«Art. 1.7.7-37. - §1<sup>er</sup>. La CoGI, réunie en présentiel ou non, statue en qualité d'autorité administrative sur les demandes visées à l'article 1.7.7-36, au plus tard le jour de la rentrée scolaire.

Les décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont prises en tenant compte des avis visés à l'article 1.7.7-11, 5<sup>o</sup>, remis par l'ILI ou les ILI concernées, c'est-à-dire les ILI de la ou des zones dont relèvent l'école ou les écoles concernées par la décision à prendre.

§ 2. En 2026, le Gouvernement procède à une évaluation de la manière dont se déroule le processus décisionnel visé au §1<sup>er</sup> et évalue l'opportunité d'un transfert de la compétence de statuer en tant qu'autorité administrative sur les demandes motivées de cas exceptionnel ou de force majeure de la CoGI vers les ILI, le cas échéant en prévoyant un processus décisionnel à deux niveaux.».

**Art. 48.** Dans l'article 1.8.3-2, § 2, du même code, les mots «des articles 79/17 et 79/18 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre» sont remplacés par les mots «des articles 1.7.7-24 et 1.7.7-25».

## CHAPITRE II. — Dispositions finales

### Section I. — Dispositions abrogatoires et modificatives

**Art. 49.** A l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, modifié par le décret du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> au point 10bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «du décret-missions à tout le moins depuis sa modification par le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire» sont remplacés par les mots «du chapitre VII du titre VII du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire»;

2<sup>o</sup> au point 10bis, alinéa 3, les mots «du décret-missions en matière de régulation des inscriptions en 1<sup>ère</sup> année commune du premier degré de l'enseignement secondaire» sont remplacés par les mots «du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire en matière de gestion des demandes d'inscription en première année de l'enseignement secondaire».

**Art. 50.** A l'article 79/5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est ajouté un point 4<sup>o</sup> rédigé comme suit:

«4<sup>o</sup> le cas échéant, en application de l'article 1.7.7-12, § 4, 2<sup>o</sup>, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, si l'école secondaire ne souhaite pas se voir appliquer la présomption d'école incomplète visée à l'article 1.7.7-12, § 2, du même Code.».

**Art. 51.** A l'article 79/8 du même décret du 24 juillet 1997, le § 3 est remplacé par ce qui suit:

«§ 3. Au moment de la réception du formulaire unique d'inscription dûment complété par l'élève majeur ou par les parents de l'élève mineur, l'école secondaire remet à ceux-ci un accusé de réception qui mentionne la date du jour et les données prises en considération pour le classement de la demande d'inscription de l'élève.

Cette date n'est prise en compte que pour attester du dépôt de la demande d'inscription pendant la période d'inscription, sans pouvoir servir pour le surplus au classement de la demande d'inscription.

S'il s'agit d'une école secondaire présumée incomplète au sens de l'article 1.7.7-12, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par une attestation confirmant que l'école secondaire est présumée incomplète et que, conformément à l'article 1.7.7-20, alinéa 1<sup>er</sup> du même Code, l'élève peut être considéré comme inscrit en ordre utile.».

**Art. 52.** A l'article 79/14 du même décret du 24 juillet 1997, les termes «de l'article 79/12» sont remplacés par les termes «de l'article 1.7.7-12, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire».

**Art. 53.** A l'article 79/19 du même décret du 24 juillet 1997, les termes «des articles 79/13, §§1<sup>er</sup> et 2» sont remplacés par les termes «de l'article 1.7.7-20 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire».

**Art. 54.** A l'article 79/20 du même décret du 24 juillet 1997, les termes «à l'article 79/13, alinéa 2» sont remplacés par les termes «de l'article 1.7.7-20, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire».

**Art. 55.** Les articles 79/12 et 79/13 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, insérés par le décret du 18 mars 2010, sont abrogés au 28 janvier 2022.

Les articles 79/1 à 79/26 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, insérés par le décret du 18 mars 2010, sont abrogés au 1<sup>er</sup> novembre 2022.

#### Section II. — Dispositions transitoires

**Art. 56.** En vue de l'année scolaire 2022-2023, les demandes fondées sur des cas exceptionnels ou de force majeure et introduites par l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur auprès de la CIRI visée à l'article 79/25 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (ci-après «la CIRI»), et qui n'auraient pas donné lieu à une décision définitive avant cette date, sont traitées selon les règles en vigueur au jour de leur introduction par la CIRI.

**Art. 57.** En vue de l'année scolaire 2022-2023, par dérogation à l'article 1.7.7-12, §§3 et 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par l'article 15 du présent décret, la CIRI assume les missions attribuées à la CoGI.

La CIRI est chargée de dresser la liste des écoles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 3 de l'article 1.7.7-12 précité pour le 20 décembre 2021.

**Art. 58.** En vue de l'année scolaire 2022-2023, pour les élèves scolarisés en première année différenciée de l'enseignement secondaire pour lesquels un changement d'école est envisagé en cas de réussite du CEB, l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur peuvent demander un formulaire unique d'inscription selon les modalités prévues à l'article 79/7, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

#### Section III. — Entrée en vigueur

**Art. 59.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022 à l'exception:

1<sup>o</sup> de l'article 1.7.7-12, § 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par l'article 15 du présent décret et de l'article 57, alinéa 2, qui entrent en vigueur le 20 décembre 2021;

2<sup>o</sup> des articles 1.7.7-12 §§1<sup>er</sup>, 2 et 4, 1.7.7-13 et 1.7.7-20, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels qu'insérés par les articles 15, 17 et 25 du présent décret et des articles 50 à 54, 55 alinéa 1<sup>er</sup>, 56, 57, alinéa 1<sup>er</sup>, et 58, qui entrent en vigueur le 28 janvier 2022;

3<sup>o</sup> de l'article 1.7.7-24, § 4, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'inséré par l'article 30, du présent décret, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,  
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

**Session 2021-2022**

*Documents du Parlement.* Projet de décret, n° 326-1. – Amendement(s) en commission, n° 326-2 - Rapport de commission, n° 326-3 – Texte adopté en commission, n° 326-4 – Amendement(s) en séance, n° 326-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 326-6

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. - Séance du 12 janvier 2022

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40056]

**13 JANUARI 2022. — Decreet tot opheffing van de artikelen 79/1 tot 79/26 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritair opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en tot invoeging in het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van de bepalingen betreffende de inschrijving in het eerste jaar van het secundair onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs met betrekking tot de inschrijving in het eerste jaar van het secundair onderwijs.*

**Artikel 1.** In hoofdstuk VII van titel VII van boek 1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, dat opgericht is bij het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, wordt een afdeling I ingevoegd, luidend als volgt: "Algemene bepalingen" die de bestaande artikelen 1.7.7-1 tot en met 1.7.7-4 van datzelfde wetboek omvat.

**Art. 2.** In artikel 1.7.7-4, § 2, van hetzelfde wetboek worden de woorden "Onverminderd artikel 79/24 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritair opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren" vervangen door de woorden "Onverminderd artikel 1.7.7-31".

**Art. 3.** In hoofdstuk VII van titel VII van boek 1 van hetzelfde wetboek wordt na artikel 1.7.7-4 een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt: "Specifieke bepalingen voor de inschrijving in het eerste leerjaar van het gewoon secundair onderwijs".

**Art. 4.** In afdeling II, ingevoegd bij artikel 3, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt: "Definities en algemene bepalingen.

**Art. 5.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 1.7.7.-5 ingevoegd, luidend als volgt

"Art. 1.7.7-5. - § 1. Voor de toepassing van deze afdeling II wordt verstaan onder :

1° Administratie: de dienst of de diensten die door de Regering worden aangewezen en georganiseerd om de opdrachten uit te voeren die door deze afdeling aan de Administratie worden toegewezen;

2° CoGI: "Commission de Gouvernance des Inscriptions" (Commissie voor inschrijvingsbeheer), bedoeld in artikel 1.7.7- 8;

3° Directeur van de basis- of lagere school: de directeur van de basis- of lagere school of zijn afgevaardigde voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, de inrichtende macht van de basis- of lagere school of haar afgevaardigde voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

4° Directeur van de secundaire school: de directeur van de school waar het eerste jaar secundair onderwijs wordt georganiseerd of zijn afgevaardigde voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, de inrichtende macht van de school waar het eerste jaar secundair onderwijs wordt georganiseerd of haar afgevaardigde voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs;

5° leerling met een lage sociaaleconomische status: leerling afkomstig uit één van de vestigingsplaatsen voor het basis- of lager onderwijs met een lage sociaaleconomische status voor zover zij, in de indeling van de vestigingsplaatsen voor het basis- of lager onderwijs opgesteld door de Administratie met toepassing van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, de minst bevoorrechte instellingen zijn en samen 40% van de leerlingen tellen;

6° leerling die geen lage sociaaleconomische status hebben: leerling die niet voldoet aan de voorwaarden om als leerling die een lage sociaaleconomische status heeft, te worden beschouwd;

7° ILL: Instance Locale des Inscriptions (Plaatselijke instantie voor de inschrijvingen), bedoeld in artikel 1.7.7-10;

8° Sociaaleconomische status van het wijk van herkomst van de leerling: sociaaleconomische status die op 1 september van het schooljaar waarin het enig inschrijvingsformulier van de leerling wordt ingediend, wordt toegekend aan de statistische sector van de woonplaats van de leerling volgens de nadere regels bepaald in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

Vanaf 1 januari 2024 wordt de sociaaleconomische status voor elke leerling individueel door de Administratie berekend op basis van de criteria bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het voornoemde decreet van 30 april 2009, op 1 september van het schooljaar waarin het enig inschrijvingsformulier van de leerling wordt ingediend en volgens de variabelen en berekeningswijzen die door de regering zijn vastgesteld;

9° Ouders: elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent volgens de beginselen bepaald in de artikelen 371 tot 387ter van het voormalig Burgerlijk Wetboek of die het wettelijke of feitelijke gezag over de minderjarige leerling uitoefent, waarbij het feitelijke gezag slechts in aanmerking wordt genomen als het bewijs wordt geleverd dat de minderjarige leerling op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode gedurende minstens één jaar heeft gewoond bij de persoon of personen die het feitelijke gezag over de leerling heeft of hebben uitgeoefend;

10° Eerste jaar secundair onderwijs: het eerste jaar secundair onderwijs bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

11° Aangegeven plaatsen en klassen: plaatsen en klassen die door de directeur van elke school worden aangegeven met toepassing van artikel 1.7.7-14, § 1, 1° en 2°;

12° de nog beschikbare plaatsen: het verschil tussen 102% van de aangegeven plaatsen en de door de directeur bevestigde plaatsen aan het einde van de in artikel 1.7.7-18 bedoelde inschrijvingsperiode;

13° FASE-nummer: het administratieve nummer dat elke school en elke vestigingsplaats identificeert;

14° Net : onderwijsnet dat scholen groepeerd volgens de indeling bepaald in § 2.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling II maken de volgende elementen deel uit van eenzelfde net:

- scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door Wallonie Bruxelles Enseignement;
- officiële scholen, behalve die welke worden georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door Wallonie Bruxelles Enseignement;
- vrije confessionele scholen of scholen met een confessionele aard waarvan het opvoedings- en pedagogisch project is opgebouwd met verwijzing naar dezelfde erkende godsdienst;
- niet-confessionele vrije scholen of scholen met een niet-confessionele aard”.

§ 3. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling II wordt het resultaat verkregen door de toepassing van de verschillende daarin genoemde percentages naar beneden afgerond wanneer de eerste decimaal lager is dan 5, en naar boven wanneer de eerste decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5.

**Art. 6.** In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 1.7.7.-6 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 1.7.7-6. - Elk jaar worden de aanvragen tot inschrijving in het eerste jaar van het gewoon secundair onderwijs ingediend en gerangschikt volgens de nadere regels beschreven in deze afdeling II.

**Art. 7.** In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel 1.7.7.-7 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 1.7.7-7. - De CoGI ziet toe op de naleving van de bepalingen van deze afdeling II. De Administratie is belast met het toezicht op de naleving ervan.

Daartoe kan zij met name op eigen initiatief of op verzoek van de CoGI eisen dat het bewijs wordt geleverd van elke toestand aangevoerd door de directeurs van scholen voor basisonderwijs en lager of secundair onderwijs, de ouders of de meerderjarige leerlingen die van invloed kan zijn op de indeling van de inschrijvingsaanvragen, onverminderd de bepalingen van deze afdeling II waarin uitdrukkelijk wordt bepaald op welke wijze het bewijs moet worden geleverd.

**Art. 8.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt: ”De Commissie voor inschrijvingsbeheer”.

**Art. 9.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 1.7.7.-8 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1.7.7-8. - § 1. Er wordt een Commissie voor Inschrijvingsbeheer opgericht, afgekort ”CoGI”, die bestaat uit de volgende personen:

- 1° de Minister van Leerplichtonderwijs of zijn vertegenwoordiger, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° twee vertegenwoordigers per federatie van inrichtende machten erkend overeenkomstig dit Wetboek en twee vertegenwoordigers voor Wallonie-Bruxelles Enseignement, in de uitoefening van haar algemene vertegenwoordigingsoopdracht zoals eveneens erkend door dit Wetboek;
- 3° een vertegenwoordiger per zonale commissie voor inschrijvingen bedoeld in artikel 1.7.9-9, tweede lid, en per gedecentraliseerde commissie voor inschrijvingen bedoeld in artikel 1.7.9-10, § 2, tweede lid;
- 4° twee vertegenwoordigers per representatieve ouderorganisatie en oudervereniging van leerlingen die als representatief zijn erkend;
- 5° twee leden van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, onder wie de directeur-generaal of zijn vertegenwoordiger;
- 6° de coördinerend afgevaardigde van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, opgericht bij het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, of zijn vertegenwoordiger;
- 7° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind, ingesteld bij het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, of zijn vertegenwoordiger;
- 8° een lid van het Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, afgekort ETNIC, bedoeld in het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies Numériques de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);
- 9° twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Sturing van het Onderwijssysteem, waaronder één vertegenwoordiger van de Algemene Dienst voor Analyse en Prospectie;
- 10° een vertegenwoordiger van de minister-president en een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor de schoolgebouwen;



11° de zonedirecteurs van de Algemene Sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra, opgericht bij het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, in hun hoedanigheid van voorzitters van de ILI waartoe ze behoren.

§ 2. De zetel van de CoGI is gevestigd bij de Administratie, die voor de logistiek en het secretariaat zorgt.

Om de operaties die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van onderafdeling 9 zo snel mogelijk tot een goed einde te brengen, heeft de CoGI de middelen nodig van de zonale en gedecentraliseerde commissies voor inschrijvingen.

§ 3. De CoGI komt, al dan niet in persoon of op uitnodiging van haar voorzitter, bijeen telkens wanneer de uitoefening van haar opdrachten zulks vereist of op verzoek van een van haar leden.

Ze neemt haar beslissingen bij consensus. Indien deze consensus niet kan worden bereikt, beslist ze bij gewone meerderheid van de aanwezige leden zoals bedoeld in § 1, 2° tot 7°.

De CoGI voert haar opdrachten op onpartijdige wijze uit. Haar leden, die tevens administratieve personeelsleden zijn, kunnen niet worden beoordeeld of aan een tuchtprocedure worden onderworpen op grond van de motivering van de beslissingen die zij in de uitoefening van hun opdrachten als lid van de CoGI hebben genomen.

De regering stelt de aanvullende werkingsregels van de CoGI vast.

**Art. 10.** In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 1.7.7.-9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-9. - § 1. De opdrachten van de CoGI zijn:

1° de transparantie en de correcte toepassing te waarborgen van het systeem voor de rangschikking van de aanvragen tot inschrijving en toewijzing van de beschikbare plaatsen met toepassing van deze afdeling II;

2° met de logistieke steun van de Administratie, de nog beschikbare plaatsen in volledige scholen en in onvolledige scholen toewijzen, overeenkomstig de bepalingen van onderafdeling 9, en, wanneer de aard van de hangende inschrijvingsaanvragen het toelaat, erop toezien dat het percentage leerlingen die een lage sociaaleconomische status hebben en leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben, bedoeld in artikel 1.7.7-27, derde lid, in de secundaire scholen wordt bereikt;

3° met de logistieke steun van de Administratie, de wachtlijsten beheren overeenkomstig de bepalingen van onderafdeling 9;

4° om, indien nodig, het aantal leerlingen per klas te verhogen door middel van een bevel overeenkomstig artikel 1.7.7-30;

5° advies uit te brengen aan de Sturingscommissie over de actieplannen van de ILI, alsook over de evaluaties, adviezen en voorstellen die deze ILI's hebben geformuleerd overeenkomstig artikel 1.7.7-11, 1°, 3° en 4°. Zij kan ook op eigen initiatief een advies over deze afdeling II uitbrengen;

6° een jaarverslag voor te leggen aan de Regering en aan de Sturingscommissie, dat de Regering aan het Parlement bezorgt en actief bekendmaakt, inzonderheid door het binnen de 20 schoolwerkdagen na ontvangst ervan bekend te maken op de website van de Administratie.

§ 2. Het jaarverslag bedoeld in § 1, 6°, bevat in ieder geval :

1° een gedetailleerde analyse van het proces van het afgelopen schooljaar, inzonderheid met betrekking tot onderafdeling 9 van deze afdeling;

2° een gedeelte dat betrekking heeft op de adviezen die tijdens het afgelopen schooljaar aangenomen zijn;

3° een gedeelte met een samenvatting van de inhoud van de evaluaties, adviezen en voorstellen die de ILI's hebben geformuleerd overeenkomstig artikel 1.7.7-11, 3° en 4°, en die de CoGI relevant acht;

4° een gedeelte met een samenvatting van alle beslissingen genomen op de aanvragen ingediend overeenkomstig onderafdeling 11 volgens de types van aanvragen op een geanonimiseerde manier.

Het verslag kan eventueel aanbevelingen van de CoGI bevatten."

**Art. 11.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt: "Plaatselijke instanties voor inschrijvingen".

**Art. 12.** In de onderafdeling 3 ingevoegd bij artikel 11 wordt een artikel 1.7.7.-10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-10. - § 1. Er wordt, per zone, een plaatselijke instantie voor de inschrijvingen opgericht, "ILI" afgekort.

Elke ILI heeft een bureau, bestaande uit de volgende personen:

1° de zonedirecteur aangesteld voor deze zone krachtens het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst of zijn vertegenwoordiger, die de ILI voorzigt;

2° één vertegenwoordiger per federatie van inrichtende machten erkend overeenkomstig dit wetboek en één vertegenwoordiger voor Wallonie-Bruxelles Enseignement, in de uitoefening van zijn algemene vertegenwoordiging-sopdracht zoals die eveneens door dit Wetboek wordt erkend. Zij kunnen zich laten vertegenwoordigen door hun vertegenwoordiger in de zonale commissie voor inschrijvingen van de betrokken zone bedoeld in artikel 1.7.9-9, tweede lid, of in de gedecentraliseerde commissie voor inschrijvingen die de betrokken zone dekt, zoals bedoeld in artikel 1.7.9-10, § 2, tweede lid;

3° één vertegenwoordiger per representatieve ouderorganisatie en oudervereniging die als representatief erkend is.

Elke ILI omvat een Vergadering, samengesteld uit enerzijds de leden van het Bureau bedoeld in het tweede lid en anderzijds minstens vier en ten hoogste tien vertegenwoordigers die op het grondgebied van de zone een vrijwillige of beroepsactiviteit uitoefenen in minstens drie van de volgende sectoren, en die blijk hebben gegeven van de wens zitting te nemen in de Vergadering naar aanleiding van een oproep tot kandidaten die door de Regering in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is:

1° strijd tegen armoede;

2° hulpverlening aan de jeugd;

3° opvang van leerlingen tijdens hun vrije tijd;

4° jeugdcentra en jeugdorganisaties;

- 5° culturele diversiteit;
- 6° permanente opvoeding.

Na afloop van de openbare oproep worden de vertegenwoordigers door de regering aangesteld na vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van de kandidaten. De kandidaten moeten, overeenkomstig de nadere regels vermeld in de oproep tot kandidaten, de categorie bedoeld in het vorige lid waarvoor zij zich kandidaat stellen, rechtvaardigen, alsook hun bekwaamheid of beroepservaring en hun motivatie om zitting te nemen in de vergadering van ILI.

Indien een keuze moet worden gemaakt tussen mogelijke kandidaten die een vrijwillige of beroepsactiviteit uitoefenen ingeval het aantal kandidaten meer dan tien bedraagt, of tussen kandidaten uit dezelfde sector, motiveert de regering haar keuze na vergelijking van de kwalificaties en verdiensten of, in geval van gelijke kwalificaties en verdiensten, door loting.

De vertegenwoordigers van de sectoren bedoeld in het derde lid worden alleen aangewezen indien zij een vrijwillige of een beroepsactiviteit uitoefenen:

1° binnen een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een rechtspersoon erkend of gesubsidieerd krachtens het decreet van 3 mei 2019 betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van de sociale ongelijkheid, voor de sector bedoeld in het derde lid, 1°;

2° binnen een rechtspersoon die erkend of gesubsidieerd wordt overeenkomstig het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming of het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, voor de sector bedoeld in het derde lid, 2°;

3° bij een opvangoperator in de zin van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, voor de sector bedoeld in het derde lid, 3°;

4° binnen een rechtspersoon die erkend of gesubsidieerd is overeenkomstig het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties of het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, voor de sector bedoeld in het derde lid, 4°;

5° binnen een rechtspersoon gelabeld of gesubsidieerd overeenkomstig het decreet van 8 maart 2018 betreffende de bevordering van burgerzin en interculturaliteit, voor de sector bedoeld in het derde lid, 5°;

6° binnen een vereniging die erkend is overeenkomstig het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven, voor de sector bedoeld in het derde lid, 6°.

Elke ILI nodigt elke persoon die hij nuttig acht als deskundige uit.

§2. Elke ILI kan beslissen binnen haar zone verschillende territoriale comités op te richten om hem bij te staan bij het nemen van beslissingen over alle of een deel van haar opdrachten op een beperkte lokale schaal. Deze territoriale comités worden samengesteld uit het Bureau van de ILI, vertegenwoordigers van de sectoren bedoeld in paragraaf 1, derde lid. Afhankelijk van de te behandelen onderwerpen kunnen de territoriale comités ook bestaan uit vertegenwoordigers van scholen die zich binnen hun bevoegdheidsgebied bevinden. Als het onderwerp slechts één school betreft, mag alleen die school worden uitgenodigd. Indien het onderwerp een ruimere problematiek betreft, zorgt de ILI voor een evenredige vertegenwoordiging van deze scholen ten opzichte van de rangschikking van de vestigingsplaatsen van het secundair onderwijs, vastgesteld in toepassing van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, door minstens de school of één van de scholen met de laagste rangschikking uit te nodigen.

§ 3. De zetel van elke ILI is gevestigd in de lokalen waar de voorzitter tevens het ambt van zonedirecteur vervult. De Administratie zorgt voor de logistiek en het secretariaat van elke ILI.

Het secretariaat van elke ILI coördineert, onder toezicht van de voorzitter, de aanstelling door de regering van de vertegenwoordigers bedoeld in § 1, derde lid.

§ 4. Het bureau van elke ILI komt al dan niet face-to-face of op uitnodiging van zijn voorzitter bijeen telkens wanneer de vervulling van zijn taken zulks vereist of op verzoek van minstens één van zijn leden.

De vergadering van elke ILI komt, al dan niet face-to-face, minstens vier maal per jaar bijeen, op uitnodiging van het Bureau of op verzoek van minstens één van zijn leden.

Het Bureau en de Algemene Vergadering van de ILI nemen hun beslissingen bij consensus en, bij ontstentenis daarvan, bij gewone meerderheid van stemmen van hun leden.

Adviezen over de aanvragen gebaseerd op uitzonderlijke gevallen of overmacht, zoals bedoeld in artikel 1.7.7-11, 5°, worden uitgebracht door de Algemene Vergadering van de ILI.

Elke ILI voert haar opdrachten op onpartijdige wijze uit. Haar leden, die ook tot de administratieve personeelsleden behoren, zijn niet onderworpen aan een evaluatie of een tuchtrechtelijke procedure op grond van de motivering van beslissingen die zij in het kader van de uitoefening van hun ambt als lid van een ILI hebben genomen.

De regering stelt de aanvullende nadere regels vast voor de samenstelling en de werking van de ILI, met inbegrip van de verdeling in territoriale comités en de respectieve bevoegdheden van het Bureau en van de Vergadering."

**Art. 13.** In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 1.7.7-11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1.7.7-11. - Elke ILI heeft de volgende opdrachten:

1° elk jaar een actieplan op te stellen dat specifiek is voor de zone waarvoor ze bevoegd is, en dat betrekking heeft op de verbetering van de te verspreiden informatie over de specifieke bepalingen inzake de inschrijvingen in het eerste jaar secundair onderwijs en op andere acties die kunnen bijdragen tot het bereiken van de doelstelling van sociale gemengdheid binnen de scholen en tot het rekening houden met de diversiteit van de te bereiken doelgroepen. Het actieplan wordt aan de CoGI toegezonden als basis voor haar advies aan de Sturingscommissie;

2° de leerlingen en hun ouders die daarom verzoeken, individueel begeleiden wanneer zij in hun enig inschrijvingsformulier een secundaire school wensen te vermelden die gelegen is in het gebied waarvoor zij bevoegd is, zodat zij dit doen met volledige kennis van de regels die krachtens de bepalingen van deze afdeling II van toepassing zijn;

3° elk jaar het effect evalueren van de toepassing van de specifieke bepalingen voor de inschrijvingen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de zone waarvoor ze bevoegd is en deze evaluatie en haar advies over mogelijke verbeteringen die moeten worden aangebracht in het systeem voor de toewijzing van de plaatsen die beschikbaar blijven voor de volgende schooljaren, te bezorgen aan de CoGI

4° aan de CoGI voorstellen te doen om deze afdeling II aan te passen, rekening houdend met de lokale bijzonderheden van de zone waarvoor ze bevoegd is;

5° advies uit te brengen aan de CoGI over aanvragen gebaseerd op uitzonderlijke gevallen of overmacht die betrekking hebben op scholen in hun zone en die bedoeld zijn in onderafdeling 11, overeenkomstig artikel 1.7.7-37, § 1, tweede lid;

6° steun te verlenen aan scholen waar het aantal ingediende enige formulieren voor inschrijving niet meer bedraagt dan 25% van de op de laatste schooldag van januari aangegeven plaatsen.”.

**Art. 14.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt : “Volledige en onvolledige secundaire scholen”.

**Art. 15.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 1.7.7-12 ingelast, luidend als volgt:

“Art. 1.7.7-12. - § 1. Voor de inschrijvingen in het eerste jaar secundair onderwijs wordt een onderscheid gemaakt tussen volledige secundaire scholen en onvolledige secundaire scholen.

Worden beschouwd als volledige secundaire scholen voor inschrijvingen in het eerste jaar van het schooljaar waarvoor de inschrijvingen worden gevraagd, de secundaire scholen die, aan het einde van de inschrijvingsperiode, een aantal enige inschrijvingsformulieren ontvangen hebben dat meer dan 102% van het aangegeven aantal plaatsen bedraagt.

Na afloop van de inschrijvingsperiode worden beschouwd als onvolledige secundaire scholen voor inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs van het betrokken schooljaar, de andere secundaire scholen dan deze bedoeld in het tweede lid.

§ 2. Vóór de inschrijvingsperiode worden verondersteld onvolledige secundaire scholen te zijn voor inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs in het schooljaar waarvoor inschrijvingen worden aangevraagd, de secundaire scholen die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° zij zijn onvolledig geweest in de zin van het derde lid van § 1 in de drie schooljaren die voorafgaan aan het jaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd;

2° het aantal inschrijvingsaanvragen dat geregistreerd wordt tijdens elke inschrijvingsperiode van de drie schooljaren die voorafgaan aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd, heeft telkens minder dan 100% van de aangegeven plaatsen bedragen;

3° zij hebben geen lager aantal plaatsen opgegeven dan in één van de drie schooljaren die voorafgaan aan het jaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd.

§ 3 De CoGI stelt elk jaar, uiterlijk op de eerste schoolwerkdag van december, een lijst op van de scholen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 2, 1° en 2°.

De CoGI stelt vervolgens vast welke als onvolledig beschouwde scholen aan het eind van de volgende inschrijvingsperiode duidelijk meer eenmalige inschrijvingsformulieren zullen ontvangen dan het aantal plaatsen dat overeenkomt met het overeenkomstig lid 2 vastgestelde aantal, rekening houdend met objectieve parameters zoals met name de demografische ontwikkeling van het gebied, de cijfers betreffende de schoolbevolking of de inschrijvings-situatie in de voorgaande jaren.

De aldus aangewezen scholen worden uiterlijk op de eerste schoolwerkdag van januari van het volgende jaar elektronisch op de hoogte gebracht.

§ 4. De in § 2 bedoelde veronderstelling en de daaraan in deze afdeling II verbonden gevolgen zijn niet van toepassing op:

1° de secundaire scholen waarvan de oprichting werd toegestaan in de drie schooljaren die voorafgaan aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd, of waarvoor, in de loop van het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd, de door de Regering bepaalde termijn voor de oprichtingsprocedure bedoeld in artikel 6, § 2, vijftiende lid, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, niet is verstreken;

2° de scholen die als onvolledig worden verondersteld en die op basis van het niet-bindend advies van de CoGI bedoeld in § 3, derde lid, opteren voor de procedure waarin deze afdeling II voorziet voor scholen die niet onvolledig worden verondersteld, en die de Administratie daarvan in kennis stellen overeenkomstig artikel 1.7.7-14, § 1, 4°.

**Art. 16.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, met als opschrift “Vereisten voor de inschrijvingsperiode en het enig inschrijvingsformulier”.

**Art. 17.** In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 1.7.7-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1.7.7-13. - § 1. Om de leerlingen en hun ouders in staat te stellen het enig inschrijvingsformulier met kennis van zaken in te vullen en vervolgens te beslissen over de beslissingen die na de inschrijvingsperiode en tot het begin van het schooljaar waarvoor de inschrijving is gepland, moeten worden genomen, stelt de Administratie hun een website ter beschikking die zo nodig wordt bijgewerkt en die de door de regering vastgestelde informatie, gegevens en instrumenten bevat

Zijn in ieder geval beschikbaar op de in lid 1 bedoelde website:

1° de inschrijvingsprocedure zoals deze voortvloeit uit de bepalingen van deze afdeling II;

2° een simulator voor de berekening van de samengestelde index;

3° een voorbeeld van een enig inschrijvingsformulier met opmerkingen;

4° een aanvraagformulier voor een enig inschrijvingsformulier voor de gevallen bedoeld in artikel 1.7.7-16, § 4;

5° een volmachtsformulier voor de gevallen bedoeld in artikel 1.7.7-18, § 2, eerste lid;

6° een zoekmachine voor georganiseerde of gesubsidieerde secundaire scholen die voor het komende schooljaar beschikbaar zijn;

7° een instrument dat ouders en leerlingen die dat wensen in staat stelt de evolutie van de inschrijvings-situatie van de leerling te volgen.

§ 2. De in § 1, lid 2, punt 6° bedoelde zoekmachine omvat minstens de volgende functies:

- 1° de mogelijkheid om rechtstreeks per secundaire school te zoeken;
  - 2° de mogelijkheid om in de omgeving van het adres van zijn keuze, binnen een straal van minstens 25 km, secundaire scholen van het net van zijn keuze te zoeken;
  - 3° de mogelijkheid om de in 1° en 2° bedoelde secundaire scholen op een kaart te bekijken;
  - 4° de mogelijkheid om één informatieblad per tijdens het zoeken geïdentificeerde secundaire school te raadplegen.
- § 3. Het in § 2, 4° bedoelde informatieblad bevat in elk geval de volgende gegevens:
- 1° het adres van de secundaire school en haar website, in voorkomend geval;
  - 2° haar FASE-nummer en haar locatienummer;
  - 3° wanneer de secundaire school vanaf het gekozen adres is opgezocht, de afstand tot dat adres;
  - 4° het net waartoe de secundaire school behoort;
  - 5° informatie over de vraag of de school voor secundair onderwijs gedurende minstens de laatste vijf schooljaren een volledige of onvolledige school is;
  - 6° elk element in verband met de school voor secundair onderwijs dat van invloed kan zijn op de prioriteiten of de samengestelde index van de leerling als hij die school in zijn enig inschrijvingsformulier aanwijst.

**Art. 18.** In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel 1.7.7-14 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 1.7.7-14. - § 1. De directeur van elke secundaire school stelt de Administratie elk jaar uiterlijk op de laatste schoolwerkdag van januari langs elektronische weg in kennis van:

- 1° het aantal leerlingen dat de school het volgende schooljaar zal kunnen opvangen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs, rekening houdend met de plaatsen die behouden zijn voor leerlingen die het eerste gedifferentieerde leerjaar in de secundaire school volgen en die zich waarschijnlijk zullen inschrijven in het eerste gemeenschappelijke leerjaar;
- 2° het aantal eerstejaarsklassen dat de secundaire school het volgende schooljaar zal kunnen organiseren;
- 3° in voorkomend geval, het aantal eerstejaarsklassen voor onderdompeling dat hij overeenkomstig artikel 1.8.3-1 van het Wetboek zal organiseren, alsook het aantal leerlingen dat hij in het volgende schooljaar in die klassen zal kunnen opvangen;
- 4° in voorkomend geval, met toepassing van artikel 1.7.7-12, § 4, 2°, indien de secundaire school de veronderstelling van onvolledige school bedoeld in artikel 1.7.7-12, § 2, niet toegepast wenst te zien.

§ 2. De directeur van de school voor secundair onderwijs kan de krachtens paragraaf 1 meegedeelde aantallen verhogen vanaf de dag die is vastgesteld met toepassing van artikel 1.7.7-18, § 1, derde lid, nadat hij de Administratie daarvan in kennis heeft gesteld.

Vanaf de dag volgend op de dag vastgesteld in toepassing van artikel 1.7.7-28, § 4, eerste lid, en uiterlijk tot de zesde schoolwerkdag van het schooljaar, mag de directeur van de secundaire school het aantal leerlingen bedoeld in § 1, 1°, slechts verhogen met ten hoogste 2%, afgerond naar boven op het dichtstbijzijnde gehele getal, van het aantal op die datum aangegeven plaatsen."

**Art. 19.** In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel 1.7.7-15 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-15. - Op de eerste werkdag van oktober van het jaar voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt gevraagd, verstrekt de directeur van elke school voor secundair onderwijs aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling, op hun verzoek, de documenten bedoeld in artikel 1.7.7-1, eerste lid.

Door het indienen van een verzoek tot inschrijving overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling II worden de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling geacht kennis te hebben genomen van het onderwijsproject, het pedagogisch project, het schoolproject, de studieregels en het huishoudelijk reglement van de secundaire school of scholen die in het verzoek worden vermeld. Overeenkomstig artikel 1.7.7-1 aanvaarden de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling door een formele inschrijving het onderwijsproject, het pedagogisch project, het schoolproject, de studieregels en het huishoudelijk reglement.

De presentatie van de in lid 1 bedoelde projecten en regelingen kan het voorwerp uitmaken van een gesprek of een collectieve informatievergadering met de directeur van de secundaire school, die zo nodig kan worden georganiseerd op een tijdstip vóór de inschrijvingsperiode.

Het bedoelde gesprek of de collectieve informatiebijeenkomst bedoeld in het derde lid mag geen verplichte voorwaarde zijn voor de indiening van een inschrijvingsaanvraag, en mag evenmin een gelegenheid zijn om de leerling of zijn ouders er vrijwillig van af te raden een dergelijke aanvraag bij de school voor secundair onderwijs in te dienen.

**Art. 20.** In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel 1.7.7-16 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-16. - § 1. Alle aanvragen om inschrijving in het eerste jaar secundair onderwijs moeten via een enig inschrijvingsformulier worden ingediend.

§ 2. Dit formulier wordt voor het eerst ingevuld door de Administratie voor elke leerling die in het zesde leerjaar van de lagere school in het gewoon onderwijs is ingeschreven. Het bevat de naam, voornaam, geboortedatum en het adres van de leerling, een code die aangeeft of de leerling al dan niet als leerling die een lage sociaaleconomische status heeft, wordt beschouwd, en een nummer dat specifiek is voor elke leerling. Indien beschikbaar, worden de datum van inschrijving op de school en de taal van onderdompeling toegevoegd als de leerling taalbadonderwijs volgt.

Dit formulier wordt vervolgens toegezonden aan de directeur of de inrichtende macht van de lagere of basisschool van de leerling.

De lagere school of de basisschool zendt de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling zo spoedig mogelijk en in elk geval tien schoolwerkdagen vóór het begin van de inschrijvingsperiode in eigen handen of per post, indien de overhandiging bijzonder moeilijk is, het formulier waarop in voorkomend geval de datum van inschrijving op de school en de taal van onderdompeling zijn vermeld wanneer de leerling taalbadonderwijs volgt.

Of de documenten nu persoonlijk worden afgegeven of per post worden verzonden, er is voorzien in een of andere vorm van ontvangstbevestiging.

Tegelijkertijd verstrekt de school een door de Administratie opgesteld informatiedocument met alle relevante informatie over de inschrijvingsprocedure en de wijze waarop het enig inschrijvingsformulier moet worden ingevuld.

§ 3. In het gespecialiseerd onderwijs deelt de directeur van elke basis- of lagere school, op voorstel van de klassenraad, uiterlijk op 1 december aan de Administratie de lijst mee van de leerlingen die zich voor het volgende schooljaar voor inschrijving in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs kunnen aanmelden.

§ 4. Voor leerlingen in het eerste gedifferentieerde leerjaar van het secundair onderwijs voor wie een verandering van school wordt overwogen in geval van slagen voor het CEB, voor kinderen die thuisonderwijs volgen zoals bedoeld in deze Code, alsook voor elk kind voor wie geen enig inschrijvingsformulier is uitgereikt, kan de meerderjarige leerling of kunnen de ouders van de minderjarige leerling er een aanvragen overeenkomstig paragraaf 2.

De school die leerlingen in het eerste gedifferentieerde leerjaar inschrijft, verstrekt de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling die daar is ingeschreven, zo spoedig mogelijk en in elk geval tien schoolwerkdagen vóór het begin van de inschrijvingsperiode, in eigen handen of per post, indien de overhandiging bijzonder moeilijk is, een door de Administratie opgesteld inlichtingenformulier, waarin alle nuttige informatie wordt verstrekt over de inschrijvingsprocedure en de wijze waarop het enig inschrijvingsformulier moet worden ingevuld.

Bij verlies van het enig inschrijvingsformulier of indien het niet is ontvangen, moeten de meerderjarige leerling of de ouders van een minderjarige leerling een duplicaat of, naar gelang van het geval, een origineel van dit formulier verkrijgen bij de Administratie of bij de school voor secundair onderwijs van hun eerste keuze.

Bij de afgifte van een origineel formulier deelt de secundaire school de naam van de leerling, met vermelding van zijn voornaam en woonplaats, aan de Administratie mee.

**Art. 21.** In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel 1.7.7.-17 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-17. - § 1. De meerderjarige leerling of de ouders van een minderjarige leerling vullen het enig inschrijvingsformulier in met de volgende gegevens: de naam van de secundaire school die vrij bepaald overeenkomt met hun eerste voorkeur, alle gegevens die nodig zijn voor de inschrijving en de indeling van de leerlingen onder elkaar en inzonderheid de woonplaats die zij in aanmerking willen laten nemen voor de vaststelling van de afstanden die nodig zijn voor de berekening van de samengestelde index bedoeld in artikel 1.7.7-23, in plaats van de woonplaats die door de Administratie op het formulier is vermeld.

De in lid 1 bedoelde woonplaats is de woonplaats van de leerling of van een van beide ouders, behalve wanneer een derde het ouderlijk gezag uitoefent. In het laatste geval wordt zijn woonplaats vermeld.

Voor de toepassing van artikel 1.7.7-24, § 1, tweede lid, 2°, kan de in het tweede lid bedoelde woonplaats naar gelang van het geval ook die zijn van de leerling, van een van zijn beide ouders of van de derde die het ouderlijk gezag uitoefent op het ogenblik van de inschrijving in de lagere school van herkomst.

§ 2. Tenzij hij zijn formulier indient bij een school die als onvolledig wordt beschouwd, vullen de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling ook een afzonderlijk en vertrouwelijk deel van het enig inschrijvingsformulier in, waarin zij, in dalende volgorde van voorkeur, naast de naam van de secundaire school die met hun eerste voorkeur overeenkomt, maximaal negen andere secundaire scholen vermelden waar zij hun aanvraag zouden willen laten aanvaarden ingeval hun aanvraag niet kan worden aanvaard in de school die met hun eerste voorkeur overeenkomt.

**Art. 22.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 6, met als opschrift "Inschrijvingsperiode" ingevoegd.

**Art. 23.** In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 1.7.7.-18 ingevoegd, luidend

"Art. 1.7.7-18. - § 1. Vanaf de tweede schoolwerkmaandag van februari voorafgaande aan het schooljaar waarvoor de inschrijving in aanmerking wordt genomen, opent de directeur van de secundaire school een inschrijvingsfase, "inschrijvingsperiode" genoemd, die drie weken duurt, de ontspanningsvakantie niet meegerekend.

Deze inschrijvingsperiode geldt zowel voor de in onderafdeling 10 bedoelde voorrangleerlingen als voor de niet-prioritaire leerlingen.

Na de in het vorige lid bedoelde inschrijvingsperiode kan geen andere aanvraag tot inschrijving worden ingediend vóór de laatste schoolwerkmaandag van april die voorafgaat aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt overwogen.

Tenzij de inschrijving van een leerling die reeds aan een andere school voor secundair onderwijs in orde is, reeds eerder is ingetrokken, kan deze niet in nuttige orde worden ingeschreven.

§ 2. Het enig inschrijvingsformulier, ingevuld overeenkomstig artikel 1.7.7-17, wordt door de meerderjarige leerling of door de ouders van de minderjarige leerling ingediend bij de school voor secundair onderwijs die hun eerste voorkeur geniet. In geval van verhindering kunnen de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling een derde schriftelijk machtigen om namens hen het enig inschrijvingsformulier bij de school voor secundair onderwijs in te dienen, mits de gemachtigde niet deel uitmaakt van het personeel van de bij de inschrijving betrokken school voor secundair onderwijs. In voorkomend geval kan deze volmacht betrekking hebben op meerdere leerlingen tegelijk indien zij broer(s) of zus(sen) zijn of in hetzelfde huishouden wonen.

Wanneer voor dezelfde leerling in verschillende scholen één aanvraagformulier wordt ingediend, worden alle tijdens de inschrijvingsperiode ingediende aanvragen geannuleerd door de CoGI, die de betrokken scholen, de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling hiervan onmiddellijk op de hoogte brengt.

§ 3. Wanneer het naar behoren ingevulde enig inschrijvingsformulier door de meerderjarige leerling of door de ouders van een minderjarige wordt ontvangen, geeft de secundaire school hun een ontvangstbewijs met vermelding van de datum van de dag en van de gegevens die in aanmerking zijn genomen voor de indeling van het inschrijvingsverzoek van de leerling.

Deze datum wordt alleen in aanmerking genomen om de indiening van de aanvraag tijdens de inschrijvingsperiode te certificeren en kan niet worden gebruikt voor de indeling van de aanvraag.

In het geval van een school voor secundair onderwijs die wordt verondersteld onvolledig te zijn in de zin van artikel 1.7.7-12, § 2, wordt de in het eerste lid bedoelde ontvangstbevestiging vervangen door een verklaring waarin wordt bevestigd dat de school voor secundair onderwijs wordt verondersteld onvolledig te zijn en dat de leerling overeenkomstig artikel 1.7.7-20, eerste lid, kan worden geacht te zijn ingeschreven in goede orde.

**Art. 24.** In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel 1.7.7-19 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 1.7.7-19. - Onverminderd de naleving van de formaliteiten van artikel 1.7.7-16 worden alle verzoeken om inschrijving in het eerste jaar van het gewoon secundair onderwijs opgenomen in een elektronisch register dat door de Administratie ter beschikking van de scholen wordt gesteld. De naam van de leerling, het unieke nummer van zijn

inschrijvingsformulier, zijn geboortedatum, zijn woonplaats, de datum van het verzoek tot inschrijving en, in voorkomend geval, de reden waarom het verzoek tot inschrijving is afgewezen, worden in het inschrijvingsformulier vermeld.

De in het eerste lid bedoelde datum van het verzoek om inschrijving is de datum die wordt vermeld op de in artikel 1.7.7-18, § 3, bedoelde ontvangstbevestiging.

**Art. 25.** In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel 1.7.7-20 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-20. - In elke secundaire school die verondersteld wordt onvolledig te zijn in de zin van artikel 1.7.7-12, § 2, gaat de directeur van de secundaire school definitief over tot de inschrijving in volgorde van binnenkomst van alle leerlingen voor wie tijdens de inschrijvingsperiode één inschrijvingsformulier is ingediend, zelfs als hun aantal 102% van de aangegeven plaatsen overschrijdt, en zonder over te gaan tot enige rangschikking van de inschrijvingsaanvragen onder elkaar.

In elke secundaire school die aan het einde van de inschrijvingsperiode onvolledig is in de zin van artikel 1.7.7-12, § 1, derde lid, schrijft de directeur van de secundaire school in nuttige orde alle leerlingen in waarvoor het enig inschrijvingsformulier is ingediend.

Zodra de in de leden 1 en 2 bedoelde inschrijvingen in nuttige orde zijn voltooid, zendt de secundaire school haar inschrijvingsregister toe aan de Administratie, die het aantal nog beschikbare plaatsen, het aantal eventueel ontbrekende leerlingen die een lage sociaaleconomische status hebben om het percentage van 20,4% van de leerlingen die een lage sociaaleconomische status hebben ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken, of het aantal eventueel ontbrekende leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben om het percentage van 10,2% van de leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken, vermeldt.

**Art. 26.** In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel 1.7.7-21 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Art. 1.7.7-21. - In elke volledige secundaire school in de zin van artikel 1.7.7-12, § 1, tweede lid, worden de inschrijvingsaanvragen ingedeeld en de plaatsen toegewezen volgens de bepalingen van de onderafdelingen 7 tot en met 10."

**Art. 27.** In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel 1.7.7-22 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-22. - Aanvragen tot inschrijving kunnen worden ingediend na de in artikel 1.7.7-18 bedoelde inschrijvingsperiode, vanaf de laatste schoolwerkmaandag van de maand april voorafgaande aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt overwogen of vanaf de eerste schoolwerkdag daarna. In deze gevallen geldt als datum van het verzoek om inschrijving de datum van inschrijving in het elektronische register bedoeld in artikel 1.7.7-19, eerste lid. Het tijdstip van registratie van het verzoek tot inschrijving wordt eveneens vermeld, tot op de minuut.

Deze aanvragen, die via hetzelfde inschrijvingsformulier als de tijdens de inschrijvingsperiode ingediende aanvragen worden ingediend, of op een duplicaat van dat formulier, worden in chronologische volgorde geregistreerd en in diezelfde chronologische volgorde, tot op de minuut, gerangschikt na alle tijdens de inschrijvingsperiode geregistreerde aanvragen, zonder dat een aanvullende rangschikking overeenkomstig de bepalingen van de onderafdelingen 7 tot en met 10 hoeft plaats te vinden.

**Art. 28.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 7 ingevoegd, met als opschrift "Over de samengestelde index".

**Art. 29.** In onderafdeling 7, ingevoegd bij artikel 28, wordt een artikel 1.7.7-23 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-23. - §1. Aan een leerling wordt een samengestelde index toegekend met betrekking tot elke secundaire school die in zijn enig inschrijvingsformulier is vermeld, indien dit formulier volledig blijkt te zijn.

Voor de toewijzing van de opgegeven plaatsen in een school voor secundair onderwijs worden, tenzij de school voor secundair onderwijs onvolledig blijkt te zijn, in welk geval artikel 1.7.7-20 van toepassing is, alle leerlingen voor wie in de inschrijvingsperiode één inschrijvingsformulier is ingediend, gerangschikt in afnemende volgorde volgens hun samengestelde index.

§ 2. Voor de berekening van de afstanden die nodig zijn voor de bepaling van de samengestelde index, wordt het volgende geacht gelijk te zijn aan:

1° een basis- of lagere school, elke inrichting in de zin van artikel 4, eerste lid, 9° en 10°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 betreffende de rationalisering en de programmering van het kleuter- en lager onderwijs;

2° een secundaire school, elke vestiging die gevestigd is in een gebouw of een geheel van gebouwen, die een ander adres heeft dan de administratieve zetel van een secundaire school en waar die school een gemeenschappelijke eerste graad organiseert en voor zover het adres van de inrichting en dat van de zetel meer dan 2 km van elkaar verwijderd zijn. Indien dit niet het geval is, wordt het adres van de administratieve zetel in aanmerking genomen;

3° een basis- of gespecialiseerde lagere school, elke instelling in de zin van artikel 4, § 1, 3°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor elke in lid 1 bedoelde afstand wordt de hemelsbrede afstand als de kortste afstand beschouwd.

Vanaf de inschrijvingen voor het schooljaar 2026-2027 bepaalt de regering de nadere regels voor de berekening van de in lid 1 bedoelde afstanden, waarbij rekening kan worden gehouden met de verschillende vervoerswijzen, op basis van een haalbaarheidsstudie waarin rekening wordt gehouden met de verschillende vervoerswijzen en de toegankelijkheid van de gegevens betreffende de vervoeroperatoren die betrokken kunnen zijn."

**Art. 30.** In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel 1.7.7-24 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-24 - § 1. Elke samengestelde index bedoeld in artikel 1.7.7-23, § 1, wordt bepaald door aan de leerling een waarde "1" toe te kennen. Het wordt overeenkomstig deze paragraaf zoveel maal vermenigvuldigd als nodig is met factoren die aan gewogen criteria zijn verbonden, op zodanige wijze dat voor elk van de op het enig inschrijvingsformulier vermelde scholen aan elke leerling een samengestelde index kan worden toegekend, indien die school volledig is.

De enige relevante criteria en de mogelijke weging daarvan voor de toepassing van lid 1 zijn de volgende:

1° de in lid 1 bedoelde waarde "1" wordt eerst vermenigvuldigd met een factor die degressief varieert van 1,5 tot 1,1 in stappen van " - 0,1" vanaf de 1ste tot, zo nodig, de 5de voorkeur die in het enig inschrijvingsformulier is vermeld.

2° de lagere school of de basisschool van herkomst behoort, op het ogenblik van de inschrijving in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs, tot de scholen van het net waartoe de lagere school of de basisschool van herkomst behoort, en behoort tot de vijf scholen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of bij die van een van beide ouders gelegen zijn. Dit criterium wordt uitgesplitst door een degressieve weging toe te kennen van de 1e dichtstbijzijnde tot de 5e dichtstbijzijnde. Deze waarden zijn: 1,3 voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,24 voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,18 voor de derde dichtstbijzijnde, 1,12 voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,06 voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de verst verwijderde scholen.

Voor de toepassing van het vorige lid worden alleen lagere of basisscholen in aanmerking genomen die reeds bestonden op het ogenblik van de inschrijving aan de lagere of basisschool van herkomst. Onder het tijdstip van inschrijving in het lager onderwijs wordt verstaan de eerste dag van het schooljaar waarop de inschrijving tijdens een aan die inschrijving voorafgaand schooljaar werd ingeschreven en de dag van die inschrijving waarop de inschrijving voor het lopende schooljaar werd aangevraagd.

3° de gekozen secundaire school is, van de scholen van het net waartoe ze behoort, een van de vijf scholen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of bij die van een van beide ouders gelegen zijn. Dit criterium wordt uitgesplitst door een degressieve weging toe te kennen van de eerste dichtstbijzijnde school tot de vijfde dichtstbijzijnde. Deze waarden zijn: 1,98 voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,79 voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,59 voor de derde dichtstbijzijnde, 1,39 voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,19 voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de verst verwijderde scholen.

4° de gekozen secundaire school ligt binnen een straal van 4 km van de lagere of basisschool van herkomst. De minimumwaarde 1 wordt gegeven wanneer niet aan het criterium is voldaan of wanneer aan dit criterium is voldaan en, enerzijds, van de scholen van het net waartoe de lagere school of de lagere school van herkomst behoort, de lagere school of de lagere school van herkomst op het ogenblik van de inschrijving in de eerste gemeente het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van één van de ouders ligt, en, anderzijds, van de gekozen secundaire school, die ook het dichtst bij de woonplaats ligt, in de zin van 1°. In andere gevallen waarin aan dit criterium is voldaan:

a) de minimumwaarde 1 wordt verhoogd met 0,054, 0,108, 0,162, 0,216 of 0,27 naargelang de lagere of basisschool of de instelling van herkomst op het ogenblik van de inschrijving behoort tot de eerste gemeente, de tweede dichtstbijzijnde, de derde dichtstbijzijnde, de vierde dichtstbijzijnde, de vijfde dichtstbijzijnde, of verder weg ligt dan de vijfde dichtstbijzijnde van de gemeenten van het net waartoe de lagere school of de basisschool van herkomst behoort;

b) de onder a) verkregen waarde wordt verhoogd met 0,054; 0,108; 0,162; 0,216 of 0,27 naargelang de gekozen secundaire school de tweede dichtstbijzijnde, de derde dichtstbijzijnde, de vierde dichtstbijzijnde, de vijfde dichtstbijzijnde of de op vijf na meest verwijderde school is van de scholen van het net waartoe zij behoort.

5° de lagere school of de basisschool van herkomst is een van de lagere scholen waarvan het schoolproject voorziet in minstens vijf prioritaire acties van pedagogisch partnerschap met de secundaire school die in haar eigen schoolproject dezelfde acties opneemt die in elk geval de overgang tussen lager en secundair onderwijs, de integratie binnen de eerste graad en de strijd tegen de schooluitval beogen te bevorderen. Van deze vijf acties behoren er minstens vier tot de volgende:

- het uitvoeren van gezamenlijke activiteiten voor leerlingen en/of onderwijsteams;
- uitwisseling van pedagogische documenten en informatie;
- periodes van overleg tussen de onderwijsteams;
- gezamenlijke ouderbijeenkomsten;
- gezamenlijke leerkrachtenopleiding;
- bezoeken van leerlingen van lagere scholen aan secundaire scholen;
- de occasionele aanwezigheid van leerkrachten van het ene niveau in het andere.

Over de voorgestelde samenwerking wordt een partnerschapsovereenkomst gesloten en de partnerscholen brengen verslag uit over hun partnerschapsactiviteiten en stellen deze ter beschikking van de inspectie.

Dit criterium zal gelden voor zover het minstens drie basisscholen betreft, waarvan er minstens één als kansarm wordt beschouwd in de zin van artikel 1.7.7.-5, 3°. In afwijking hiervan geldt voor zones waar de leerlingen met een lage sociaaleconomische status slechts afkomstig mogen zijn van minder dan 15% van de basis- of lagere scholen of vestigingen in de zone, dat minstens één van de betrokken basisscholen een gemiddelde sociaaleconomische index heeft die 0,6 punten lager ligt dan die van de secundaire school.

Dit criterium is 1,51 waard als eraan voldaan is en 1 als er niet aan voldaan is.

Dit criterium is ook 1,51 waard als de basis- of lagere school van herkomst een school is die een partnerschapsovereenkomst heeft met een andere secundaire school dan die waar hij zich wil inschrijven, op voorwaarde dat de gekozen secundaire school een partnerschapsovereenkomst heeft met andere lagere scholen of basisscholen dan die van herkomst en dat aan minstens een van de volgende twee voorwaarden is voldaan:

a) de basisschool of de lagere school van herkomst is de eerste die het dichtst bij de woning is gelegen in de zin van punt 1;

b) de leerling vóór de datum van sluiting van de partnerschapsovereenkomst door deze school was ingeschreven in de lagere school van herkomst.

6° de basis- of lagere school van herkomst is een school die geen partnerschapsovereenkomst heeft. Aan dit criterium wordt dezelfde weging toegekend als aan het in punt 5° genoemde criterium; het is alleen van toepassing op secundaire scholen die betrokken zijn bij onderwijspartnerschappen.

7° de secundaire school biedt de mogelijkheid tot voortzetting van de onderdompeling in dezelfde taal aan leerlingen die dit onderwijs minstens vanaf het derde leerjaar van het lager onderwijs hebben genoten. Dit criterium is 1,18 waard als eraan voldaan is en 1 als er niet aan voldaan is.

8° de leerling wordt gedefinieerd volgens de sociaaleconomische status van de lagere of basisschool van herkomst. Dit criterium wordt uitgesplitst door een degressieve weging toe te kennen volgens de sociaaleconomische status van de school van herkomst, ingedeeld van klasse 1 tot klasse 20.

Deze waarden zijn 1,100 voor de eerste klasse, 1,095 voor de tweede, 1,089 voor de derde, 1,084 voor de vierde, 1,079 voor de vijfde, 1,074 voor de zesde, 1,068 voor de zevende, 1,063 voor de achtste, 1,058 voor de negende en 1,053 voor de tiende, 1,048 voor de elfde, 1,042 voor de twaalfde, 1,037 voor de dertiende, 1,032 voor de veertiende, 1,027 voor de vijftiende, 1,022 voor de zestiende, 1,016 voor de zeventiende, 1,011 voor de achttiende, 1,006 voor de negentiende, 1 voor de twintigste.

9° Voor een leerling van wie de lagere school of de basisschool van herkomst onder het gespecialiseerd onderwijs ressorteert, is dit criterium gelijk aan 1,100.

§ 2. Wanneer het bij gebrek aan gegevens niet mogelijk is de waarde van de samengestelde index van een leerling te bepalen voor de indeling van zijn aanvraag om inschrijving in de secundaire school die overeenkomt met zijn eerste voorkeur, wordt hem een samengestelde index toegekend waarvan de waarde gelijk is aan het gemiddelde van de samengestelde indexen van de leerlingen die hun enig inschrijvingsformulier bij de betrokken school hebben ingediend en voor wie deze waarde wel bekend is.

In geval van indeling in een school aangewezen in het vertrouwelijke deel van het enig inschrijvingsformulier bedoeld in artikel 1.7.7.-17, § 2, kent de CoGI er een samengestelde index aan toe, waarvan de waarde gelijk is aan het gemiddelde van de samengestelde indexen van de leerlingen die zij indeelt en waarvan deze waarde bekend is.

§ 3. Indien de lagere of basisschool van herkomst gespecialiseerd onderwijs verstrekt, worden voor de vaststelling van de waarde van het in § 1, tweede lid, 2°, bedoelde criterium alleen die gespecialiseerde basisscholen of lagere scholen in aanmerking genomen die deel uitmaken van het net waartoe de basis- of lagere school van herkomst behoort en die hetzelfde type onderwijs in de zin van artikel 1.2.1-9, § 2, verstrekken.

Wanneer de lagere of de basisschool van herkomst deel uitmaakt van het gewoon onderwijs, worden voor de bepaling van de waarde van het criterium bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, enkel de basis- of lagere scholen, in de zin van artikel 1.7.7.-5, § 2, 1°, in aanmerking genomen uit die van het net waartoe de gewone lagere of basisschool van herkomst behoort.

§ 4. Het criterium bedoeld in § 1, tweede lid, 6°, alsook de weging ervan, komen ook ten goede aan scholen gelegen in een gemeente waar de keuze van de ouders tussen door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen voor secundair onderwijs van verschillende aard niet kan worden uitgeoefend wegens het ontbreken van dergelijke scholen in de gemeente.

Het in lid 1 beschreven voordeel is enkel van toepassing als de betrokken scholen gelegen zijn in een zone waarin het aantal gemeenten dat deze keuze biedt minder dan 80% van het totale aantal gemeenten in de zone, bedraagt.

De criteria bedoeld in § 1, tweede lid, 5° en 6°, kunnen niet worden gecumuleerd.”.

**Art. 31.** In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel 1.7.7.-25 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 1.7.7.-25. - Wanneer voor de toewijzing van beschikbare plaatsen verschillende leerlingen dezelfde samengestelde index hebben, worden zij gerangschikt in oplopende volgorde van de sociaaleconomische index van hun wijk van herkomst. Wanneer de sociaaleconomische index van de wijk van herkomst van een leerling niet kan worden vastgesteld, kent de administratie hem de gemiddelde sociaaleconomische index toe van de wijk van herkomst van de leerlingen met dezelfde samengestelde index.

Wanneer door de toepassing van het vorige lid een reeks (of reeksen) ex-aequo uitslagen waarvan het aantal groter is dan drie, blijft (blijven) bestaan, worden zij binnen elk van deze reeksen eerst ingedeeld in dalende volgorde van de weging verkregen door toepassing van artikel 1.7.7-24, § 1, tweede lid, 1°. Als de toepassing van deze procedure voor het splitsen van gelijke uitslagen tot één of meer groepen van meer dan drie leidt, worden de punten binnen elke groep gesplitst in opklimmende volgorde van de afstand tussen de secundaire school en de woonplaats van de leerling of de woonplaats van één van beide ouders.

**Art. 32.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 8 ingevoegd, met als opschrift “Over de toewijzing van plaatsen door de directeur van de secundaire school”.

**Art. 33.** In onderafdeling 8, ingevoegd bij artikel 32, wordt een artikel 1.7.7.-26 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1.7.7.-26. - In elke school voor secundair onderwijs die met toepassing van artikel 1.7.7-12, § 1, tweede lid, als volledig wordt beschouwd, wijst de directeur van de school voor secundair onderwijs zelf 80% van de aangegeven plaatsen toe volgens de in deze onderafdeling omschreven methode, en reserveert hij de toewijzing van de resterende beschikbare plaatsen voor de CoGI.

Zodra de inschrijvingsperiode eindigt, zendt de in lid 1 bedoelde school haar register van inschrijvingsaanvragen aan de CoGI toe, met vermelding van het aantal nog beschikbare plaatsen, het aantal leerlingen met een lage sociaaleconomische status dat eventueel ontbreekt om het percentage van 20,4% leerlingen met een lage sociaaleconomische status ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken, of het aantal leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben dat eventueel ontbreekt om het percentage van 10,2% -leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken.

De directeur van de secundaire school zendt hem ook het vertrouwelijke deel van het enig inschrijvingsformulier van de leerlingen die zich tijdens de inschrijvingsperiode hebben aangemeld.

**Art. 34.** In dezelfde onderafdeling 8 wordt een artikel 1.7.7.-27 ingevoegd, dat als volgt luidt

”Art. 1.7.7.-27. - De directeur van de secundaire school verdeelt de zetels die hij moet toewijzen krachtens artikel 1.7.7-20 als de school onvolledig is, of overeenkomstig punt 1.7.7-21 als de school volledig is, als volgt:

1° eerst wijst hij tot 49,4 % van de aangegeven plaatsen toe aan de prioritare leerlingen bedoeld in onderafdeling 10, in de volgorde van de prioriteiten, bepaald in artikel 1.7.7-33 en, binnen elke prioriteit, in de volgorde van hun rangschikking volgens de samengestelde index en, bij ex aequo, volgens de stijgende volgorde van de sociaaleconomische index van hun wijk van herkomst;

2° ten tweede kent hij tot 20,4% van de aangegeven plaatsen toe aan leerlingen met een lage sociaaleconomische status in de volgorde van hun rangschikking volgens de samengestelde index en, bij ex aequo, in stijgende volgorde van de sociaaleconomische index van hun arrondissement van herkomst. Als het bovengenoemde percentage leerlingen met een lage sociaaleconomische status wordt bereikt, wordt maximaal 10,2% van de opgegeven plaatsen toegewezen aan leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben, in volgorde van hun rangschikking volgens de samengestelde index en bij gelijke stand volgens de opklimmende volgorde van de sociaaleconomische index van hun woonwijk;

3° ten derde wijst hij het saldo van de 80%, voor volledige scholen, of het saldo van de 102%, voor onvolledige scholen, van de aangegeven plaatsen toe aan de overblijvende voorrangleerlingen die bij toepassing van punt 1° geen plaats zouden hebben gekregen, dit in de volgorde van de voorrangleerlingen en, binnen elke voorrang, in de volgorde van hun rangschikking volgens de samengestelde index en, in geval van ex aequo, volgens de opklimmende volgorde van de sociaaleconomische index van hun arrondissement van herkomst;



4° ten slotte kent hij, naar gelang van het geval, het saldo van de 80%, voor volledige scholen, of van de 102%, voor onvolledige scholen, van de aangegeven plaatsen toe aan de niet-prioritaire leerlingen, ongeacht of het al dan niet leerlingen met een lage sociaaleconomische status betreft, in de volgorde van hun rangschikking volgens de samengestelde index en, bij gelijke stand, volgens de opklimmende volgorde van de sociaaleconomische index van hun arrondissement van herkomst.

De leerlingen wier verzoek tot inschrijving met toepassing van lid 1 is ingewilligd, worden in de voorgeschreven volgorde ingeschreven.

In zijn rol krachtens artikel 1.7.7-9, § 1, 2°, ziet de CoGI erop toe dat het percentage leerlingen met een lage sociaaleconomische status en leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben bedoeld in 2°, wordt gehaald.

**Art. 35.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 9 ingevoegd, met als opschrift "Over de toewijzing van plaatsen door de CoGI en het samenstellen van wachtlijsten".

**Art. 36.** In onderafdeling 9, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 1.7.7.-28 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-28. - § 1. De CoGI beschikt in alle zones samen over de plaatsen die nog beschikbaar zijn in onvolledige scholen en in volledige scholen.

Voor elke secundaire school waarvoor de CoGI de toewijzing van de plaatsen beheert, stelt ze een lijst op van de kandidaten voor deze plaatsen, d.w.z. de leerlingen van wie de eerste voorkeur nog niet is vervuld in deze school, plus, na telling van de vertrouwelijke delen van de inschrijvingsformulieren, de leerlingen van wie de eerste voorkeur nog niet elders is vervuld en voor wie deze school een van de andere voorkeuren was die zij in het vertrouwelijke deel van hun formulier hebben aangegeven.

Voor elk van deze scholen rangschikt de CoGI de leerlingen die nog een aanvraag tot inschrijving indienen, in dalende volgorde volgens hun overeenkomstig artikel 1.7.7-24 berekende samengestelde index, en eventueel overeenkomstig artikel 1.7.7-25.

§ 2. De CoGI verdeelt de beschikbare plaatsen eerst als volgt:

1° in de secundaire scholen die een tekort aan leerlingen met een lage sociaaleconomische status hebben opgegeven om het percentage van 20,4% leerlingen met een lage sociaaleconomische status ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken, wijst zij deze plaatsen, in volgorde van hun rangschikking, eerst toe aan leerlingen met een lage sociaaleconomische status voor wie deze school de tweede voorrang heeft. Als er niet genoeg leerlingen met een lage sociaaleconomische status zijn, wordt het percentage leerlingen met een lage sociaaleconomische status geacht definitief te zijn bereikt;

2° in de secundaire scholen die een onvoldoende aantal leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben, hebben opgegeven om het percentage van 10,2% niet- leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben ten opzichte van de opgegeven plaatsen te bereiken, wijst zij deze plaatsen, in volgorde van hun rangschikking, toe aan leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben voor wie deze school de tweede voorrang heeft. Als dat er niet genoeg zijn, wordt het percentage leerlingen die geen lage sociaaleconomische status hebben, geacht definitief te zijn bereikt;

3° daarna wijst zij in de secundaire scholen die niet hebben kunnen voldoen aan de inschrijvingsaanvragen van de voorrangsléerlingen die bij hen zijn ingediend, deze leerlingen plaatsen toe in de volgorde van de in artikel 1.7.7-33 vastgestelde prioriteiten en, binnen elke prioriteit, in de volgorde waarin zij zijn gerangschikt.

§ 3. Voor de plaatsen die overblijven na toepassing van § 2, optimaliseert de CoGI de voorkeuren van de meerderjarige leerling of, als hij minderjarig is, van zijn ouders, volgens de methode die erop gericht is elke leerling dichter bij zijn best mogelijke voorkeur te brengen, zonder hem ooit een plaats in de secundaire school te kunnen opleggen die overeenstemt met een voorkeur die lager is dan die welke voortvloeit uit zijn rangschikking in de verschillende secundaire scholen die in het vertrouwelijke deel van zijn enig inschrijvingsformulier zijn vermeld.

De in lid 1 bedoelde methode houdt in:

1° in eerste instantie, alle inschrijvingsaanvragen die niet overeenstemmen met de eerste voorkeur vermeld in het vertrouwelijke deel van het enig inschrijvingsformulier van de leerling tijdelijk op te schorten en ze pas opnieuw in te schrijven op hun verschillende plaatsen in de rangschikking van de verschillende secundaire scholen indien niet aan deze eerste voorkeur kon worden voldaan;

2° ten tweede, alle inschrijvingsaanvragen waarvan de volgorde van voorkeur hoger is dan twee, tijdelijk te schorsen en hen slechts opnieuw op hun verschillende plaatsen in de verschillende secundaire scholen in te schrijven indien niet aan deze 1e of 2e voorkeur kon worden voldaan;

3° in een N-de tijd, alle inschrijvingsaanvragen waarvan de volgorde van voorkeur hoger is dan N, tijdelijk te schorsen en hen slechts opnieuw op hun plaats in de verschillende secundaire scholen in te schrijven indien aan geen enkele van deze voorkeuren hoger dan de Nde voorkeur kon worden voldaan;

4° en zo verder tot de fase van de voorlopige schorsing van alle aanvragen die overeenkomen met de 10e preferentie en de definitieve herinvoering op de plaatsen die zij innamen, indien aan geen enkele van hun preferenties boven de 9e preferentie kon worden voldaan.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt een leerling die volgens de regels in een secundaire school is ingeschreven, tot de maandag vóór het begin van het schooljaar, op de wachtlijst geplaatst van elke secundaire school die beter aan zijn voorkeuren beantwoordt dan de school waar hij volgens de regels is ingeschreven.

Scholen waarnaar na de inschrijvingsperiode een aanvraag is gedaan, worden geacht minder geschikt te zijn dan de scholen die tijdens die periode zijn aangewezen.

**Art. 37.** In dezelfde onderafdeling 9 wordt een artikel 1.7.7.-29 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-29. - § 1. Na afloop van de optimaliseringswerkzaamheden zendt de CoGI aan elke secundaire school haar register van inschrijvingsaanvragen toe, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen de leerlingen die in nuttige orde zijn ingeschreven en de leerlingen die eventueel op de wachtlijst staan. Voor elke leerling bedoeld in artikel 1.7.7-28, § 1, tweede lid, zendt de CoGI hem, of zijn ouders indien hij minderjarig is, een brief waarin de school wordt vermeld waar hij of zij in nuttige orde is ingeschreven, dan wel zijn of haar plaats op de wachtlijst van de betrokken scholen.

De meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling beschikken over een termijn van 10 schoolwerkdagen vanaf de kennisgeving van de in het vorige lid bedoelde brief om de overeenkomstig artikel 1.7.7-17 ingediende inschrijvingsverzoeken te bevestigen of te annuleren, indien zij geen plaats hebben gekregen in de school die overeenkomt met hun eerste voorkeur. Bij ontstentenis van een antwoord binnen deze termijn worden zij geacht deze inschrijvingsverzoeken te bevestigen.

§ 2. Behoudens uitdrukkelijk andersluidend verzoek van de CoGI worden de verzoeken tot inschrijving van leerlingen die het basisgetuigschrift van studie niet hebben behaald, ingetrokken zodra de beslissing tot weigering van het getuigschrift definitief is.

§ 3. Vanaf de derde schoolwerkdag van het schooljaar wordt de inschrijving van een leerling in nuttige orde, die vóór het begin van het schooljaar heeft plaatsgevonden, geannuleerd en wordt zijn schrapping geconstateerd, indien hij niet op de school is verschenen en noch hij, als hij meerderjarig is, noch zijn/haar ouders, als hij minderjarig is, de regelmatigheid van de afwezigheid hebben kunnen aantonen, onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

Indien de inschrijving in volgorde als bedoeld in het vorige lid plaatsvindt vanaf de dag van de aanvang van het schooljaar op grond van de optimalisering van de voorkeuren of de ontwikkeling van de wachtlijsten, dat de leerling aan wie een plaats is aangeboden gedurende 3 schoolwerkdagen vanaf de daadwerkelijke aanvang van het schooljaar in de school of vanaf de mededeling aan de ouders of aan de meerderjarige leerling van de informatie dat hem een plaats is toegewezen, afwezig is geweest, en dat noch hijzelf, indien hij meerderjarig is, noch zijn ouders, indien hij minderjarig is het regelmatige karakter van hun afwezigheid hebben kunnen rechtvaardigen overeenkomstig de voorwaarden bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, registreert de school zijn verwijdering en brengt zij de CoGI daarvan elektronisch op de hoogte.”.

**Art. 38.** In dezelfde onderafdeling 9 wordt een artikel 1.7.7.-30 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 1.7.7-30. - Het aantal leerlingen bedoeld in artikel 1.7.7-14, § 1, 1°, mag slechts met één eenheid per klas worden overschreden, aangegeven met toepassing van artikel 1.7.7-14, § 1, 2°, en § 2, uitsluitend om:

1° gevolg te geven aan een bevel van de CoGI, inzonderheid met het oog op de oplossing van uitzonderlijke gevallen of gevallen van overmacht, in welk geval het bevel onderworpen is aan de voorafgaande naleving van de procedure bepaald in onderafdeling 11;

2° in het eerste leerjaar een leerling in te schrijven die is ingeschreven in het internaat van de betrokken secundaire school of in een internaat dat bij overeenkomst met de school is geassocieerd;

3° de inschrijving van een bijkomend broertje of zusje in de zin van artikel 1.7.7-33, § 1, 1°, mogelijk te maken, wanneer een ander lid een beschikbare plaats toegewezen heeft gekregen;

4° de inschrijving mogelijk te maken van leerlingen die ex-aequo gerangschikt zijn in de rangorde van de leerlingen, wanneer een van de ex-aequo gerangschikte leerlingen de laatste beschikbare plaats toegewezen heeft gekregen.

In geval van concurrentie binnen een secundaire school ten gevolge van de cumulatie van een of andere van de situaties bedoeld in lid 1, 1° tot 4°, lost de CoGI de concurrentie op door middel van een speciaal met redenen omklede beslissing, desgevallend door het formuleren van een nieuw bevel dat een nieuwe adequate en redelijke verhoging impliceert van het aantal eenheden per klas aangegeven binnen deze secundaire school.

Onverminderd lid 2 kan de CoGI bij een uitzonderlijke en speciaal met redenen omklede beslissing gebruik maken van haar bevoegdheid om een bevel uit te vaardigen op het niveau van alle secundaire scholen in een of meer zones, zonder gebonden te zijn aan de in lid 1 genoemde drempel van één eenheid per klas.

Bij toepassing van lid 1, 2°, 3° en 4°, brengt de directeur van de secundaire school onmiddellijk de CoGI op de hoogte.

**Art. 39.** In dezelfde onderafdeling 9 wordt een artikel 1.7.7.-31 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 1.7.7-31. - § 1. De directeur van de school voor secundair onderwijs stelt de meerderjarige leerling, of zijn ouders als hij minderjarig is, in kennis van zijn inschrijving of van het feit dat zijn inschrijving is geweigerd omdat hem geen plaats kon worden toegewezen. In het laatste geval deelt de directeur van de secundaire school ook mee welke plaats de leerling op de wachtlijst inneemt.

§ 2. Wanneer de inschrijving wordt geweigerd omdat er geen plaats kan worden toegewezen, wordt, zodra er in de school een plaats vrijkomt, deze voorgesteld in de volgorde van de in § 1 bedoelde wachtlijst, totdat deze laatste is uitgeput. Het voorstel wordt gedaan door de CoGI voor de leerlingen die zij op de wachtlijst heeft geplaatst met toepassing van artikel 1.7.7-28, §§ 2 en 3, en door de secundaire school voor de leerlingen die zij op de wachtlijst heeft geplaatst met toepassing van artikel 1.7.7-22.

Om de CoGI in staat te stellen te handelen overeenkomstig lid 1, stelt de school de CoGI onmiddellijk op de hoogte van elke intrekking.

Voor de toepassing van dit artikel wordt geen plaats geacht opnieuw beschikbaar te komen zolang het aantal in nuttige orde ingeschreven leerlingen niet minder bedraagt dan 100% van de aangegeven plaatsen, met uitzondering van de leerlingen die op bevel van de CoGI worden toegevoegd met toepassing van artikel 1.7.7-30.

§ 3. De directeur van de school voor secundair onderwijs verstrekt aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling een bewijs van inschrijving of van weigering van inschrijving dat inzonderheid de volgende gegevens bevat:

1° de identificatie en contactgegevens van de secundaire school, de inrichtende macht en de directeur;

2° de identificatie- en contactgegevens van de leerling en, in voorkomend geval, van zijn ouders;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de school;

4° het aantal toegekende plaatsen aan het einde van de inschrijvingsperiode;

5° het feit dat de inschrijving wordt aanvaard of geweigerd op grond van het feit dat geen plaats aan de leerling kon worden toegewezen, in voorkomend geval de plaats die de leerling op de wachtlijst inneemt en de vermelding van de diensten van de administratie waar de leerling en zijn ouders hulp kunnen krijgen met het oog op de inschrijving van de leerling in een school van de Franse Gemeenschap of in een instelling die de naleving van de leerplicht waarborgt;

6° de datum waarop het inschrijvingsbewijs is betekend en afgegeven, de handtekening van de directeur van de secundaire school en de handtekening van de meerderjarige leerling of van de ouders van de minderjarige leerling.”.

**Art. 40.** In dezelfde onderafdeling 9 wordt een artikel 1.7.7.-32 ingevoegd, dat als volgt luidt

”Art. 1.7.7-32. - Met ingang van de eerstvolgende schoolwerkdag volgend op de dag die is vastgesteld met toepassing van artikel 1.7.7-28, § 4, eerste lid, heeft elke overgang van een aanvraag tot inschrijving in de voorgeschreven volgorde tot gevolg dat de inschrijvingen op de wachtlijst in andere scholen door de CoGI worden geschrapt, ook wanneer de inschrijving op de wachtlijst het gevolg is van een aanvraag tot inschrijving die na de inschrijvingsperiode overeenkomstig artikel 1.7.7-22 is ingeschreven.”.

**Art. 41.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 10 ingevoegd, met als opschrift “Leerlingen met voorrang”.

**Art. 42.** In onderafdeling 10, ingevoegd bij artikel 41, wordt een artikel 1.7.7.-33 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1.7.7-33. - § 1. Voor de toewijzing van de aangegeven plaatsen op een secundaire school worden als prioritair beschouwd, in de onderstaande volgorde, de leerlingen:

1° wier broer of zus of een andere minderjarige of volwassene die effectief en permanent bij hem woont ten gevolge van adoptie, gezinshereniging of een andere wijziging in de ouderlijke situatie, reeds secundair onderwijs volgt;

2° die voortkomen uit:

(a) een tehuis of pleeggezin, mits zij daar door de rechter of door de adviseur of directeur voor hulpverlening aan de jeugd zijn geplaatst;

(b) een internaat voor kinderen waarvan de ouders geen vaste woonplaats hebben;

3° die zich in een toestand van volledige en duurzame integratie bevinden of kunnen bevinden, in de zin van hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs binnen de territoriale cluster waarvan de secundaire school bedoeld in de aanvraag tot inschrijving een meewerkende school is, zoals gedefinieerd in artikel 6.2.2-1;

4° die, ook al zij niet regelmatig ingeschreven zijn in het gespecialiseerd onderwijs georganiseerd door het decreet van 3 maart 2004, op het ogenblik dat zij een aanvraag tot inschrijving indienen of door hun ouders laten indienen, specifieke behoeften hebben die gebaseerd zijn op een bewezen handicap en die bekend zijn bij de territoriale cluster die verantwoordelijk is voor de lagere of basisschool van herkomst;

5° die een internaat bezoeken dat onder dezelfde inrichtende macht als de school valt of waarmee de school een samenwerkingsverband heeft;

6° waarvan minstens één van de ouders een ambt of een deel daarvan in het secundair onderwijs uitoefent.

§ 2. De aanvragen tot inschrijving bedoeld in § 1, 1°, worden slechts als prioritair beschouwd indien één van de volgende documenten ten laatste op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode aan de directeur van de secundaire school wordt overgemaakt:

1° een verklaring op ere dat de in te schrijven leerling minstens één ouder gemeen heeft met de minderjarige of meerderjarige die reeds secundair onderwijs volgt;

2° het bewijs dat de in te schrijven student op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode minstens één jaar heeft samengewoond met de minderjarige of meerderjarige die al secundair onderwijs volgt;

3° het bewijs dat een van de ouders van de in te schrijven leerling op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode een gezin heeft gevormd met een van de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling die reeds minstens een jaar naar de secundaire school gaat, hetzij door huwelijk, hetzij door wettelijke samenwoning, hetzij door een feitelijk samenwonen.

§ 3. De aanvragen tot inschrijving bedoeld in § 1, 2°, worden slechts geacht voorrang te hebben indien een kopie van het getuigschrift bedoeld in artikel 29, § 2, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling, of elk ander gelijkwaardig geacht bewijs, uiterlijk op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode aan de directeur van de secundaire school wordt overgemaakt.

§ 4. De aanvragen tot inschrijving bedoeld in § 1, 3°, worden slechts als prioritair beschouwd indien het voorstel tot integratie in de bevoegde territoriale cluster bedoeld in artikel 134 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, aanvaard is, zoals bedoeld in artikel 135 van hetzelfde decreet, ten laatste op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode.

§ 5. De inschrijvingsaanvragen bedoeld in § 1, 4°, worden slechts als prioritair beschouwd als ze gebaseerd zijn op een integratieproject dat door de directeur van de secundaire school, in overleg met het onderwijsteam, is aanvaard, en dit uiterlijk op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode.

Voor de toepassing van § 1, 4°, is een integratieproject een protocol dat bevat:

1° de instemming van de directeur van de secundaire school;

2° de instemming van de ouders of van de meerderjarige leerling zelf;

3° een lijst van de specifieke uitrustingen die de leerling in staat stellen zijn onderwijs voort te zetten;

4° de partners die belast zijn met de begeleiding van de leerling en bevoegd zijn om in de school tussen te komen;

5° eventuele specifieke afspraken tussen de school en de ouders of de leerling zelf als hij meerderjarig is;

6° de instemming van de coördinator van de bevoegde territoriale cluster.”.

**Art. 43.** In dezelfde onderafdeling 10 wordt een artikel 1.7.7.-34 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 1.7.7-34. - Ongeacht de voorrang waarop een kandidaat tot inschrijving overeenkomstig artikel 1.7.7-33 aanspraak kan maken, geldt deze voorrang slechts in de school waar de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling hun enig inschrijvingsformulier indienen.”.

**Art. 44.** In dezelfde afdeling II wordt een onderafdeling 11 ingevoegd, getiteld "Uitzonderlijke gevallen of overmacht".

**Art. 45.** In onderafdeling 11, ingevoegd bij artikel 44, wordt een artikel 1.7.7.-35 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1.7.7-35. Uitzonderlijke gevallen of overmacht in de zin van deze onderafdeling kunnen, naargelang de beoordeling van de CoGI over de meest geschikte manier om de aan haar voorgelegde individuele gevallen op te lossen, aanleiding geven tot een gunstigere indeling of herindeling van de aanvraag van de leerling voor inschrijving in de school of scholen waarvoor hij zich aanmeldt.

In geval van indeling in nuttige orde, wanneer het openen van bijkomende plaatsen door middel van een bevel in de zin van artikel 1.7.7-30, eerste lid, 1°, niet meer mogelijk is binnen de betrokken secundaire school, kan de CoGI de betrokken leerling doorverwijzen naar de secundaire scholen vermeld op zijn vertrouwelijke deel, zo nodig door middel van indeling of herindeling in nuttige orde en, zo mogelijk, door middel van een bevel in de zin van artikel 1.7.7-30.

Als de in de leden 1 en 2 bedoelde opties niet mogelijk zijn, kan de bevoegde instantie de betrokken leerling alsnog verwijzen naar secundaire scholen die niet in het enig inschrijvingsformulier waren vermeld, mits minstens één van die scholen binnen een redelijke afstand ligt van de woonplaats van de leerling zoals vermeld in het enig inschrijvingsformulier of van zijn huidige woonplaats, en deel uitmaakt van hetzelfde net als een van de betrokken secundaire scholen.

Verwijzing naar andere scholen voor secundair onderwijs overeenkomstig de leden 2 en 3 houdt voor de betrokken leerling niet de verplichting in om daar te worden ingeschreven."

**Art. 46.** In dezelfde onderafdeling 11 wordt een artikel 1.7.7.-36 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-36. - Wanneer de meerderjarige leerling of de ouders van een minderjarige leerling van oordeel zijn dat er sprake is van een uitzonderlijk geval of overmacht waardoor de aanvraag tot inschrijving van de leerling in de genoemde scholen voor secundair onderwijs naar hun mening moet worden onderzocht of heroverwogen of die scholen zouden zijn vermeld in het enig inschrijvingsformulier indien dit mogelijk was geweest, kunnen zij een met redenen omkleed verzoek indienen bij de CoGI.

Het in lid 1 bedoelde verzoek wordt per aangetekende brief of per e-mail ingediend bij de CoGI, die de ontvangst ervan bevestigt.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoek een opgave van de redenen die het uitzonderlijke geval of de overmacht in de zin van het eerste lid rechtvaardigen en wordt het ingediend binnen tien schoolwerkdagen na de kennisgeving van de indeling van de leerling na toepassing van artikel 1.7.7-28, § 2.

In geval van een nieuw uitzonderlijk geval of geval van overmacht dat zich voordoet na de in het vorige lid bedoelde periode van tien schoolwerkdagen, kan de meerderjarige leerling of kunnen de ouders van een minderjarige leerling een met redenen omkleed verzoek indienen bij de CoGI, op dezelfde wijze als in lid 2 is bepaald en uiterlijk op de maandag van de week die voorafgaat aan de dag van het begin van het schooljaar.

**Art. 47.** In dezelfde onderafdeling 11 wordt een artikel 1.7.7.-37 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 1.7.7-37. - § 1. De CoGI beslist als bestuursorgaan over de in artikel 1.7.7-36 bedoelde aanvragen, ongeacht of ze al dan niet in persoon bijeenkomt, uiterlijk op de eerste dag van het schooljaar.

De beslissingen bedoeld in het eerste lid worden genomen met inachtneming van de adviezen bedoeld in artikel 1.7.7-11, 5°, uitgebracht door de betrokken ILI('s), d.w.z. de ILI('s) van de zone(s) waartoe de school of scholen behoren waarop de te nemen beslissing betrekking heeft.

§ 2. In 2026 evalueert de regering de wijze waarop het in § 1 bedoelde besluitvormingsproces wordt uitgevoerd en gaat na of het aangewezen is de bevoegdheid om als administratieve autoriteit te beslissen over met redenen omklede verzoeken om uitzonderlijke omstandigheden of overmacht, over te dragen van de CoGI naar de ILI's, zo nodig door te voorzien in een besluitvormingsproces op twee niveaus."

**Art. 48.** In artikel 1.8.3-2, § 2, van hetzelfde wetboek worden de woorden "de artikelen 79/17 en 79/18 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren" vervangen door de woorden "de artikelen 1.7.7-24 en 1.7.7-25".

## HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen

### Afdeling I. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen

**Art. 49.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019:

1° in punt 10*bis*, eerste lid, worden de woorden "van het opdrachtendecreet, althans sinds de wijziging ervan bij het decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen tot regeling van de inschrijvingen en schoolwisselingen in het leerplichtonderwijs" vervangen door de woorden "van hoofdstuk VII van titel VII van boek 1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs";

2° in punt 10*bis*, derde lid, worden de woorden "van het opdrachtendecreet betreffende de regeling van de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijk leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs" vervangen door de woorden "van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs betreffende het beheer van de inschrijvingsaanvragen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs".

**Art. 50.** Aan artikel 79/5, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een punt 4° toegevoegd, dat luidt als volgt:

"4° in voorkomend geval, bij toepassing van artikel 1.7.7-12, § 4, 2°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, indien de secundaire school de veronderstelling van onvolledige school bedoeld in artikel 1.7.7-12, § 2, van hetzelfde Wetboek niet wenst toegepast te zien."

**Art. 51.** In artikel 79/8 van hetzelfde decreet van 24 juli 1997 wordt § 3 vervangen door de volgende tekst:

"Wanneer het naar behoren ingevulde enig inschrijvingsformulier door de meerderjarige leerling of door de ouders van een minderjarige wordt ontvangen, overhandigt de school voor secundair onderwijs hun een ontvangstbewijs waarop de datum van de dag is vermeld alsmede de gegevens die in aanmerking zijn genomen voor de indeling van het inschrijvingsverzoek van de leerling.

Deze datum wordt alleen in aanmerking genomen om de indiening van de aanvraag tijdens de inschrijvingsperiode te certificeren en kan niet worden gebruikt voor de indeling van de aanvraag.

In het geval van een school voor secundair onderwijs die vermoedelijk onvolledig is in de zin van artikel 1.7.7-12, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wordt het in paragraaf 1 bedoelde ontvangstbewijs vervangen door een getuigschrift waarin wordt bevestigd dat de school voor secundair onderwijs vermoedelijk onvolledig is en dat de leerling overeenkomstig artikel 1.7.7-20, § 1, van hetzelfde Wetboek kan worden geacht te zijn ingeschreven in nuttige orde.

**Art. 52.** In artikel 79/14 van hetzelfde decreet van 24 juli 1997 worden de woorden "van artikel 79/12" vervangen door de woorden "van artikel 1.7.7-12, §1, lid 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs".

**Art. 53.** In artikel 79/19 van hetzelfde decreet van 24 juli 1997 worden de woorden "van de artikelen 79/13, §§ 1 en 2" vervangen door de woorden "van artikel 1.7.7-20 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs".

**Art. 54.** In artikel 79/20 van hetzelfde decreet van 24 juli 1997 worden de woorden "in artikel 79/13, lid 2" vervangen door de woorden "in artikel 1.7.7-20, lid 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs".

**Art. 55.** De artikelen 79/12 en 79/13 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden opgeheven met ingang van 28 januari 2022.

De artikelen 79/1 tot 79/26 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden opgeheven op 1 november 2022.

#### *Afdeling II. — Overgangsbepalingen*

**Art. 56.** Met het oog op het schooljaar 2022-2023 worden verzoeken wegens uitzonderlijke omstandigheden of overmacht die door een meerderjarige leerling of door de ouders van een minderjarige leerling worden ingediend bij de CIRI ("Netoverschrijdende inschrijvingscommissie") als bedoeld in artikel 79/25 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking ervan (hierna "CIRI"), en die vóór die datum geen aanleiding zouden hebben gegeven tot een definitieve beslissing, behandeld volgens de regels die gelden op de dag waarop zij bij de CIRI zijn ingediend.

**Art. 57.** Voor het schooljaar 2022-2023 neemt de CIRI, in afwijking van artikel 1.7.7-12, § 3 en 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij artikel 15 van dit decreet, de aan de CoGI toegewezen opdrachten op zich.

De CIRI is belast met het opstellen van de in lid 1 van paragraaf 3 van voornoemd artikel 1.7.7-12 bedoelde lijst van scholen vóór 20 december 2021.

**Art. 58.** Voor het schooljaar 2022-2023 kan voor de leerlingen die zijn ingeschreven in het eerste gedifferentieerde leerjaar van het secundair onderwijs en voor wie een verandering van school wordt overwogen in geval van slagen voor het getuigschrift voor basisstudie, de meerderjarige leerling of de ouders van een minderjarige leerling om één inschrijvingsformulier verzoeken volgens de procedures van artikel 79/7, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

#### *Afdeling III. — Inwerkingtreding*

**Art. 59.** Dit decreet treedt in werking op 1 november 2022, met uitzondering van:

1° artikel 1.7.7-12, § 3, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs, ingevoegd bij artikel 15 van dit decreet en bij artikel 57, tweede lid, die in werking treden op 20 december 2021;

2° de artikelen 1.7.7-12, § 1, 2 en 4, 1.7.7-13 en 1.7.7-20, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij de artikelen 15, 17 en 25 van dit decreet en de artikelen 50 tot 54, 55, eerste lid, 56, 57, eerste lid, en 58, die in werking treden op 28 januari 2022;

3° artikel 1.7.7-24, § 4, tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoegd bij artikel 30, van dit decreet, dat in werking treedt op 1 februari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 januari 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 326-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 326-2 - Commissieverslag, nr. 326-3 - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 326-4 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 326-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 326-6

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 januari 2022